DOC 55 **1146/001**

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

8 avril 2020

PROPOSITION DE LOI

visant à réglementer la suspension de la procédure des élections sociales de l'année 2020 suite à la pandémie du coronavirus COVID-19

(déposée par Mmes Nawal Farih, Nahima Lanjri et Valerie Van Peel)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

8 april 2020

WETSVOORSTEL

tot regeling van de opschorting van de procedure sociale verkiezingen van het jaar 2020 ingevolge de coronavirus COVID-19 pandemie

(ingediend door de dames Nawal Farih, Nahima Lanjri en Valerie Van Peel)

N-VA	:	*Nieuw-Vlaamse Alliantie*
Ecolo-Groen	:	*Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen*
PS	:	*Parti Socialiste*
VB	:	*Vlaams Belang*
MR	:	*Mouvement Réformateur*
CD&V	:	*Christen-Democratisch en Vlaams*
PVDA-PTB	:	*Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique*
Open Vld	:	*Open Vlaamse liberalen en democraten*
sp.a	:	*socialistische partij anders*
cdH	:	*centre démocrate Humaniste*
DéFI	:	*Démocrate Fédéraliste Indépendant*
INDEP-ONAFH	:	*Indépendant - Onafhankelijk*

Abréviations dans la numérotation des publications:		*Afkorting bij de numering van de publicaties:*	
DOC 55 0000/000	*Document de la 55e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi*	*DOC 55 0000/000*	*Parlementair document van de 55e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer*
QRVA	*Questions et Réponses écrites*	*QRVA*	*Schriftelijke Vragen en Antwoorden*
CRIV	*Version provisoire du Compte Rendu Intégral*	*CRIV*	*Voorlopige versie van het Integraal Verslag*
CRABV	*Compte Rendu Analytique*	*CRABV*	*Beknopt Verslag*
CRIV	*Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)*	*CRIV*	*Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)*
PLEN	*Séance plénaire*	*PLEN*	*Plenum*
COM	*Réunion de commission*	*COM*	*Commissievergadering*
MOT	*Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)*	*MOT*	*Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)*

RÉSUMÉ

Le coronavirus COVID-19 se propage sur le territoire européen et en Belgique, et des mesures urgentes sont prises pour réduire le risque pour la santé publique.

Les conséquences, sur la procédure des élections sociales en cours, des mesures prises par l'autorité en vue d'endiguer la pandémie du coronavirus COVID-19 doivent immédiatement et de manière générale être limitées afin de garantir une gestion juridiquement sûre de cette procédure.

Cette procédure des élections sociales a, en effet, débuté au début du mois de décembre 2019 dans près de 7 000 entreprises belges et s'est déroulée, par la suite, phase par phase suivant un calendrier strict prescrit par la loi. Au cours de cette procédure, les employeurs doivent procéder, à des moments précis, à d'importantes communications à l'égard de leurs travailleurs dans l'entreprise, le cas échéant après concertation et prise de décisions dans les organes de concertation existants.

Depuis l'éclosion de la pandémie du coronavirus COVID-19, de nombreuses entreprises se voient obligées de faire télétravailler une grande partie de leurs travailleurs, ou même de cesser leurs activités et de suspendre l'exécution des contrats de travail en recourant au système de chômage temporaire. Suite à cela, de nombreux travailleurs ne sont plus présents dans les entreprises et les organes de concertation ne peuvent plus se réunir correctement. Cela hypothèque la poursuite sereine du déroulement de la procédure électorale.

En vue d'assurer la sécurité juridique et vu qu'il n'existe pour le moment aucune certitude quant à la durée des mesures contre la propagation du coronavirus COVID-19, il est nécessaire, également sur demande urgente et expresse des partenaires sociaux réunis au sein du Conseil national du Travail, d'élaborer et de publier immédiatement une législation qui, d'une part, suspend la procédure électorale en cours et qui, d'autre part, précise quelles sont les conséquences techniques et juridiques de cette suspension, et cela afin de garantir un déroulement ultérieur serein de cette procédure et d'éviter des conflits et litiges à ce sujet.

Il est nécessaire de mettre fin, aussi rapidement que possible, à l'incertitude qui règne actuellement dans près de 7 000 entreprises quant à la poursuite ou non de la procédure électorale en cours. On ne

SAMENVATTING

Het coronavirus COVID-19 verspreidt zich op Europees grondgebied en in België en dringende maatregelen worden genomen om het risico voor de volksgezondheid te beperken.

De gevolgen van de maatregelen die door de overheid werden genomen ter indijking van de coronavirus COVID-19 pandemie op de lopende procedure in sociale verkiezingen moeten onmiddellijk en op algemene wijze worden beperkt teneinde een rechtszekere afhandeling van de procedure te garanderen.

Deze procedure sociale verkiezingen werd immers sinds begin december 2019 in bijna 7 000 Belgische ondernemingen opgestart en liep fase per fase verder ingevolge een strikt wettelijk voorgeschreven kalender. In de loop van deze procedure dienen de werkgevers op gezette tijdstippen belangrijke communicaties te doen aan hun werknemers binnen de onderneming, desgevallend na overleg of beslissingen binnen de bestaande overlegorganen.

Sinds de uitbraak van de coronavirus COVID-19 pandemie zagen vele ondernemingen zich echter verplicht hun werknemers massaal te laten telewerken, of zelfs hun activiteiten stop te zetten, en dus de uitvoering van de arbeidsovereenkomsten te schorsen door beroep te doen op het systeem van tijdelijke werkloosheid. Hierdoor zijn vele werknemers niet meer aanwezig in de onderneming en kunnen de overlegorganen ook niet meer naar behoren vergaderen. Dit hypothekeert het verdere serene verloop van de verkiezingsprocedure.

Met het oog op de rechtszekerheid, en omdat er op dit ogenblik geen enkel uitsluitsel bestaat over hoe lang de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken nog zullen aanhouden, dient er dan ook, tevens op dringend en uitdrukkelijk verzoek van de sociale partners binnen de Nationale Arbeidsraad, onverwijld een wetgeving te worden uitgewerkt en gepubliceerd die deze lopende verkiezingsprocedure opschort enerzijds, en die verduidelijkt welke technische en juridische gevolgen deze opschorting heeft anderzijds, dit teneinde het serene verloop van deze procedure verder te garanderen en disputen en rechtsgeschillen dienaangaande te vermijden.

De onzekerheid die nu in bijna 7 000 ondernemingen heerst aangaande het al dan niet voortzetten van de lopende verkiezingsprocedure dient zo spoedig mogelijk te worden weggenomen. Er kan niet langer

peut plus attendre. Par une publication en extrême urgence d'une législation claire, la sécurité juridique sera garantie immédiatement pour tous les intervenants concernés par les élections sociales.	*worden gewacht. Door de hoogdringende publicatie van een duidelijke wetgeving, wordt aan alle spelers betrokken bij de sociale verkiezingen onverwijld de nodige rechtszekerheid geboden.*

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La proposition de loi à pour objectif de prendre immédiatement des mesures visant à la suspension de la procédure des élections sociales en cours et à clarifier les conséquences de cette suspension.

Les élections sociales constituent un jour important pour la démocratie sociale. L'objectif de ces élections est de permettre l'institution d'un conseil d'entreprise ou d'un comité pour la prévention et la protection au travail (ci-après comité), ou bien des deux, dans les entreprises d'une certaine taille, par l'élection des personnes qui vont représenter les travailleurs au sein de ces organes de participation. Les chiffres suivants relatifs à l'édition de 2016 permettent de situer l'importance des élections sociales: les élections pour les conseils d'entreprise ont eu lieu dans 3 782 entreprises qui occupaient au total 1 561 514 travailleurs. Les élections pour les comités ont eu lieu dans 6 954 entreprises qui occupaient au total 1 787 153 travailleurs. Pour l'ensemble des élections, il y a donc eu plus de 10 000 procédures.

Les élections sociales ont lieu tous les quatre ans, à une date fixée légalement. Les prochaines élections sociales auraient dû se tenir du 11 au 24 mai 2020 inclus, conformément à l'article 9 de la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales. Cela concerne un jour de vote mais les élections en elles-mêmes débutent bien avant. La loi prévoit une procédure préalable stricte, au cours de laquelle des décisions doivent être prises et certaines notions doivent être définies, de telle sorte de déterminer clairement qui sont les différents intervenants et quel est le rôle de chacun. Certains travailleurs de l'entreprise peuvent être électeurs et, le cas échéant, candidats-représentants du personnel; certains membres du personnel de direction peuvent être désignés par leur employeur pour siéger dans les organes de participation sur le banc patronal. Les organisations représentatives des travailleurs et des cadres présentent les candidats et le Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale (ci-après le SPF Emploi), doit sur la base des résultats des élections établir des statistiques qui sont importantes dans d'autres domaines. Par ailleurs, l'entreprise doit, à certains moments précis de la procédure, communiquer les informations prévues par la loi à ses travailleurs, aux organisations de travailleurs et de cadres et au SPF Emploi.

Il convient de souligner que la période électorale fixée par la loi détermine toute la procédure préalable au jour de vote proprement dit, et plus spécifiquement

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het voorstel van wet beoogt onverwijld een regeling te treffen tot opschorting van de lopende procedure sociale verkiezingen en de gevolgen hiervan te verduidelijken.

De sociale verkiezingen vormen een belangrijke dag voor de sociale democratie. Ze zijn erop gericht om in ondernemingen van een bepaalde omvang een ondernemingsraad of een comité voor preventie en bescherming op het werk (verder: comité), of beiden, in te stellen, via de verkiezing van de werknemersafgevaardigden binnen deze inspraakorganen. Om het belang van de sociale verkiezingen te situeren, kunnen de volgende cijfers aangaande de editie 2016 worden meegegeven: de verkiezingen voor de ondernemingsraden vonden plaats in 3 782 ondernemingen waarin in totaal 1 561 514 werknemers tewerkgesteld worden. De verkiezingen voor de comités vonden plaats in 6 954 ondernemingen waarin in totaal 1 787 153 werknemers tewerkgesteld worden. Samen meer dan 10 000 procedures dus.

De sociale verkiezingen vinden om de vier jaar plaats op een wettelijk bepaalde datum. De volgende sociale verkiezingen zouden overeenkomstig artikel 9 van de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen worden gehouden van 11 tot en met 24 mei 2020. Dit betreft één verkiezingsdag, maar aan deze eigenlijke verkiezing gaat heel wat vooraf. De wetgeving voorziet in een strikte voorafgaande procedure, tijdens dewelke er beslissingen moeten worden genomen en begrippen worden afgebakend zodat duidelijk is welke spelers er zijn en wat hun rol is. Bepaalde werknemers van de onderneming kunnen kiezer zijn en desgevallend kandidaat-werknemersvertegenwoordiger; bepaalde leidinggevende personen kunnen door de werkgever worden aangeduid om in de werkgeversbank van het inspraakorgaan te zetelen. De representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties dragen de kandidaat-werknemersafgevaardigden voor, en de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg (verder: FOD Werk) dient op basis van de verkiezingsresultaten statistieken op te maken die van belang zijn in andere domeinen. De onderneming moet dan ook op vastgelegde tijdstippen in de procedure de wettelijk voorgeschreven informatie communiceren aan haar werknemers, de representatieve werknemers- en kaderledenorganisaties en de FOD Werk.

Er dient te worden onderlijnd dat de bij wet vastgestelde verkiezingsperiode de gehele voorafgaande procedure en meer specifiek de volledige electorale kalender van

un calendrier électoral complet, de 150 jours. Cette procédure préalable doit donc être strictement respectée: le calendrier ne laisse aucune marge de manœuvre.

Vu la période déterminée par la loi, la procédure électorale a commencé au début du mois de décembre 2019, dans près de 7 000 entreprises et a été poursuivie jusqu'à ce jour. Au cours de cette procédure électorale, les entreprises ont été confrontées au développement de la pandémie du coronavirus COVID-19, et aux conséquences des mesures prises par l'autorité en vue d'endiguer cette pandémie.

Le développement de cette pandémie et les mesures qui ont été prises pour en stopper la progression ont des conséquences pour beaucoup entreprises. Dans de nombreux secteurs et entreprises, l'impact s'est fait sentir très rapidement. Pour éviter une plus grande propagation du virus, une grande partie de la vie des entreprises a été arrêtée. L'absence des travailleurs et des membres de la direction s'est accrue, en raison d'incapacités de travail ou suite aux mesures de confinement imposées. L'organisation du travail des entreprises a été adaptée par l'instauration d'une fermeture ou d'autres manières de travailler (comme par exemple le télétravail maximal), par le recours massif au système de chômage temporaire, etc. La concertation sociale au niveau de l'entreprise dans les organes existants a également dû être organisée autrement.

Ces évolutions ont un impact considérable sur la suite de la procédure menée en vue des élections sociales de mai 2020. Les communications que l'employeur doit effectuer dans son entreprise à l'intention de ses travailleurs (principalement par voie d'affichage) sont compromises. Ainsi, après l'introduction de listes de candidats, de nombreux employeurs ne pourront pas procéder à un affichage régulier des listes suite à la fermeture de l'entreprise, et les travailleurs ne pourront pas prendre connaissance de ces communications suite, par exemple, au confinement. Pour les organes de concertation existants, suite aux mesures adoptées, il sera difficile de prendre des décisions concernant notamment la composition des bureaux de vote, l'éventuel vote par correspondance, la convocation des électeurs, la radiation des listes électorales des électeurs qui ont quitté l'entreprise. En ce qui concerne les candidatures, on peut se poser des questions sur le déroulement de la campagne dès lors que la vie économique de l'entreprise est réduite ou est même à l'arrêt. Surtout, il sera difficile pour tous les électeurs de pouvoir exprimer leur vote d'une manière fiable, au jour des élections initialement prévu.

150 dagen voorafgaand aan de eigenlijke verkiezingsdag bepaalt. Deze voorafgaande procedure dient dan ook zeer strikt te worden nageleefd: de kalender laat geen enkele speling toe.

Ingevolge de wettelijk vastgelegde periode, werd de verkiezingsprocedure begin december 2019 in bijna 7 000 ondernemingen opgestart, en verdergezet tot op heden. Tijdens deze lopende verkiezingsprocedure werden de betrokken ondernemingen geconfronteerd met de uitbraak van de coronavirus COVID-19 pandemie, en met de gevolgen van de maatregelen die door de overheid werden genomen om haar in te dijken.

De uitbraak van deze pandemie en de maatregelen die genomen zijn om de opmars ervan te stoppen, hebben gevolgen voor vele ondernemingen. In heel wat sectoren en ondernemingen liet de impact ervan zich al snel voelen. Om de verdere verspreiding van het virus tegen te gaan werd een groot deel van het bedrijfsleven stilgelegd. De afwezigheid van werknemers en directieleden steeg door arbeidsongeschiktheid of ingevolge de opgelegde afzonderingsmaatregelen. De arbeidsorganisatie van ondernemingen werd aangepast door sluiting, door het installeren van andere manieren van werken (zoals bv. maximaal telewerk), door een massaal beroep op het systeem van tijdelijke werkloosheid, enz. Ook het sociaal overleg op ondernemingsniveau binnen de bestaande overlegorganen diende anders georganiseerd te worden.

Deze ontwikkelingen hebben een wezenlijke impact op de verdere procedure gevoerd met het oog op de sociale verkiezingen van mei 2020. De communicaties die de werkgever binnen zijn onderneming (veelal via aanplakking) dient te verrichten ter attentie van zijn werknemers komen in het gedrang. Zo zullen vele werkgevers, na het indienen van de kandidatenlijsten, geen reguliere aanplakking van deze lijsten kunnen doen door sluiting van hun onderneming en kunnen de werknemers niet kennisnemen van de communicaties ingevolge bv. afzondering. Voor de bestaande overlegorganen wordt het ingevolge de genomen maatregelen moeilijk om beslissingen te nemen over onder meer de samenstelling van de stembureaus, het eventueel stemmen per brief, de procedure voor het oproepen van de kiezers of het schrappen van de kiezers van de kiezerslijsten die uit dienst gaan. Wat betreft de kandidaturen, kan men zich vragen stellen bij de campagnevoering op een ogenblik dat het economische leven op de helling staat of zelfs stilligt. Bovenal zal het moeilijk worden om alle kiezers op de oorspronkelijk geplande verkiezingsdag hun stem op degelijke manier te laten uitbrengen.

L'éclosion de la pandémie du coronavirus COVID-19 et les mesures prises pour en stopper la progression rendent, dès lors, impossibles le déroulement normal de la suite de la procédure électorale et une bonne organisation des élections sociales suivant le calendrier électoral initialement fixé en mai 2020. Les élections sociales entraînent de nombreux déplacements et il serait irresponsable de laisser les élections se dérouler en mai 2020, vu les risques que cela impliquerait pour la santé de près de 1,8 million de travailleurs concernés dans près de 7 000 entreprises. La santé et la sécurité priment dans cette période de crise.

Vu les circonstances décrites ci-dessus, les partenaires sociaux réunis au sein du Groupe des Dix ont conclu un accord, le 17 mars 2020, prévoyant la suspension collective de la procédure électorale en cours jusqu'à une date à déterminer ultérieurement.

Les partenaires sociaux au sein du Conseil National du Travail ont confirmé cet accord de principe dans un avis n° 2 160 du 24 mars 2020 dans lequel le cadre de cette suspension a été fixé et dans lequel toutes les parties ont pris des engagements. En annexe de cet avis, a été joint un aperçu des questions techniques et juridiques qui doivent être clarifiées suite à cette suspension. Le Conseil National du travail demande que soit adopté en urgence le cadre légal et réglementaire requis, avec effet rétroactif si nécessaire, de telle sorte que la sécurité juridique nécessaire soit garantie pour toutes les parties intervenantes.

Dans leur avis, les partenaires sociaux posent le principe selon lequel il est essentiel, d'une part, de geler les droits et obligations respectifs de toutes les parties concernées dans l'état dans lequel ils se trouvent avant la période de suspension temporaire et, d'autre part, d'éviter tous les effets directs et indirects, non souhaités et indésirables, de cette suspension de la procédure électorale et du report du jour des élections.

Cette proposition de loi met en œuvre la suspension de la procédure électorale acceptée par les partenaires sociaux et les conséquences juridiques et techniques qui en découlent.

Tel est l'objet de la présente proposition de loi.

De uitbraak van de coronavirus COVID-19 pandemie en de maatregelen die genomen zijn om de opmars ervan te stoppen, maken een normaal verloop van de verdere verkiezingsprocedure en een goede organisatie van de sociale verkiezingen volgens de oorspronkelijk vastgelegde kieskalender in mei 2020 dan ook onmogelijk. De sociale verkiezingen brengen heel wat beweging op de been en het zou onverantwoord zijn om de verkiezingen gewoon te laten doorgaan in mei 2020, met risico voor de gezondheid van bijna 1,8 miljoen betrokken werknemers in bijna 7 000 ondernemingen. De veiligheid en gezondheid primeren in deze tijden van crisis.

Gelet op hogerstaande omstandigheden hebben de sociale partners verenigd in de Groep van Tien dan ook op 17 maart 2020 een consensus gesloten over de collectieve opschorting van de lopende verkiezingsprocedure tot een nader te bepalen datum.

De sociale partners verenigd binnen de Nationale Arbeidsraad hebben deze principiële consensus bevestigd in een advies nr. 2 160 van 24 maart 2020, waarin het kader van de opschorting werd vastgelegd en waarin door alle partijen engagementen werden aangegaan. Als bijlage bij dit advies werd een overzicht gevoegd van de technisch-juridische punten die dienen te worden uitgeklaard ingevolge deze opschorting. De Nationale Arbeidsraad doet een oproep om dringend het noodzakelijk wettelijk en regelgevend kader goed te keuren en waar nodig met retroactieve werking, zodat aan alle betrokken partijen de nodige rechtszekerheid geboden wordt.

In hun advies poneren de sociale partners het principe volgens hetwelk het van essentieel belang is dat de respectieve rechten en verplichtingen van alle belanghebbenden worden bevroren in de staat waarin ze zich bevinden op datum van de tijdelijke schorsing van de verkiezingsprocedure, enerzijds, en om ieder ongewenst en onwenselijk rechtstreeks of onrechtstreeks effect omwille van de schorsing van de verkiezingsprocedure en het uitstel van de dag van de sociale verkiezingen te vermijden, anderzijds.

Dit voorstel van wet werkt de door de sociale partners aanvaarde opschorting van de lopende verkiezingsprocedure en de juridisch-technische gevolgen ervan uit.

Dat is het voorwerp van dit voorstel van wet.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

CHAPITRE 1ER

Dispositions générales et champ d'application

Article 1er

Cet article précise que la présente loi est régie par l'article 74 de la Constitution.

Les dispositions légales à adopter en matière d'élections sociales relèvent exclusivement de l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Cet article précise à quelles lois il est fait référence dans cette proposition de loi et quelle dénomination abrégée est utilisée dans les articles suivants en vue d'une lecture plus aisée.

Art. 3

Cet article indique quelles sont les législations impactées par cette proposition de loi. Les règles relatives à l'installation des conseils d'entreprise et des comités, le fonctionnement de ces organes et la protection contre le licenciement des (candidats)représentants du personnel sont prescrites par la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales, la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats délégués du personnel. Si les dispositions de cette législation restaient intégralement applicables malgré la suspension de la procédure électorale, cela pourrait entraîner des conséquences pratiques ou juridiques non souhaitées qui ne sont pas proportionnellement justifiées.

Afin d'éviter ces conséquences perverses, cette proposition de loi instaure des dispositions qui dérogent à ces lois précitées.

Sous réserve de ces dérogations explicites, les dispositions de ces lois précitées restent d'application malgré la survenance d'une période de suspension de la procédure électorale. Sous réserve d'une mention

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

HOOFDSTUK 1

Algemene bepalingen en toepassingsgebied

Artikel 1

Dit artikel preciseert dat deze wet beheerd wordt door artikel 74 van de Grondwet.

De wettelijke bepalingen die moeten worden aangenomen op vlak van sociale verkiezingen vallen exclusief onder artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Dit artikel verduidelijkt naar welke wetten er in dit voorstel van wet wordt verwezen en welke verkorte benaming hiervoor verder wordt gehanteerd, met het oog op een vlottere lezing.

Art. 3

Dit artikel bepaalt op welke wetgeving dit voorstel van wet inwerkt. De regels inzake de instelling van de ondernemingsraden en de comités, de werking van deze organen en de ontslagbescherming van de (kandidaat) werknemersvertegenwoordigers zijn voorgeschreven door de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen, de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, en de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden. Indien men de bepalingen van deze wetgeving onverkort zou blijven toepassen niettegenstaande de opschorting van de lopende verkiezingsprocedure, zou dit ongewenste praktische of juridische gevolgen kunnen hebben die niet proportioneel verantwoord zijn.

Teneinde deze perverse gevolgen in te dijken, worden bij dit voorstel van wet bepalingen voorgeschreven die afwijken van genoemde wetten.

Behoudens deze uitdrukkelijke afwijkingen, blijven de bepalingen van genoemde wetten echter van toepassing niettegenstaande de tussenkomst van een periode van opschorting van de sociale verkiezingsprocedure.

explicite dans cette proposition de loi, cette période de suspension n'est, dès lors, pas neutralisée.

Art. 4

Dans leur avis n° 2 160 du 24 mars 2020, les partenaires sociaux au sein du Conseil national du Travail insistent sur le fait que les règles convenues ne forment en aucun cas un précédent et que le cadre légal et réglementaire à élaborer vaut uniquement pour cette situation particulière, comme conséquence de la situation sanitaire liée au coronavirus.

Cet article limite le champ d'application des dispositions de cette proposition de loi à la procédure des élections sociales en cours. Cela veut dire que ces dispositions sont uniquement d'application aux entreprises qui devaient commencer la procédure électorale en vue de la tenue d'élections sociales en exécution de l'article 9 de la loi du 4 décembre 2007 précitée, telle que modifiée par la loi du 4 avril 2019, aux organes de concertation qui pendant cette procédure étaient et sont en place, ainsi qu'aux organes de concertation qui seront installés ou renouvelés suite à cette procédure.

Les dispositions de la présente proposition de loi sont donc d'application pour les entreprises qui se trouvent dans le cadre d'une procédure électorale déjà en cours, commencée depuis le 13 décembre 2019. Pour ces entreprises, la période de la première introduction des candidatures court jusqu'au 30 mars 2020 au plus tard inclus.

Les dispositions de la présente proposition de loi sont cependant également d'application pour les entreprises qui ont commencé la procédure électorale en retard, bien qu'elles remplissaient effectivement les conditions d'institution ou de renouvellement d'un organe, comme prévu à l'article 70, 3°, de la loi du 4 décembre 2007 précitée. Les dispositions de la présente proposition de loi sont enfin également d'application pour les procédures électorales en cours qui ont pris du retard suite aux recours auprès des juridictions du travail, ou, pour lesquelles il y a eu une suspension, situations visées à l'article 70, 1°, 4° et 5°, de la loi précitée du 4 décembre 2007. Pour que cela soit pertinent, ce principe de suspension dans toutes ces hypothèses est uniquement d'application pour autant que le jour X + 36 initialement fixé dans le calendrier électoral des entreprises concernées se situe préalablement au premier nouveau jour X + 36 qui sera, après la suspension, déterminé conformément à l'article 6.

Behoudens uitdrukkelijke vermelding in dit voorstel van wet, wordt de periode van opschorting dus niet geneutraliseerd.

Art. 4

In hun advies nr. 2 160 van 24 maart 2020 benadrukken de sociale partners binnen de Nationale Arbeidsraad dat de overeengekomen regeling geenszins een precedent vormt en dat het bij deze uit te werken wettelijk en regelgevend kader enkel geldt voor de bijzondere situatie als gevolg van de gezondheidstoestand door het coronavirus.

Dit artikel beperkt het toepassingsgebied van de bepalingen van dit voorstel van wet tot de thans lopende sociale verkiezingsprocedure. Dit wil zeggen dat zij enkel van toepassing zijn op ondernemingen die de sociale verkiezingsprocedure dienden op te starten met het oog op een sociale verkiezing in uitvoering van artikel 9 van de voornoemde wet van 4 december 2007, als gewijzigd bij de wet van 4 april 2019, op de overlegorganen die tijdens deze procedure aan zet waren en zijn, en op de overlegorganen die ingevolge deze procedure zullen worden ingesteld of hernieuwd.

De bepalingen van dit voorstel van wet zijn dus van toepassing op de ondernemingen die zich nu binnen een reeds lopende verkiezingsprocedure, opgestart sinds 13 december 2019, bevinden. Voor deze ondernemingen loopt de periode van eerste indiening van kandidaturen tot en met uiterlijk 30 maart 2020.

De bepalingen van dit voorstel van wet zijn echter eveneens van toepassing op de ondernemingen die de verkiezingsprocedure te laat opstartten terwijl zij wel voldeden aan de voorwaarden voor de oprichting of de hernieuwing van een orgaan, als bedoeld bij artikel 70, 3°, van de voornoemde wet van 4 december 2007. De bepalingen van dit voorstel van wet zijn tenslotte ook van toepassing op de lopende verkiezingsprocedures die ingevolge beroepen bij de arbeidsgerechten vertraging opliepen of te maken kregen met een schorsing, zoals bedoeld in artikel 70, 1°, 4° en 5°, van de voornoemde wet van 4 december 2007. Met het oog op relevantie, is het principe van opschorting in al deze hypothesen uiteraard enkel van toepassing, voor zover de oorspronkelijk geplande dag X+36 binnen de kieskalender van betrokken ondernemingen zich situeert voorafgaand aan de eerste nieuwe dag X+36 die na de periode van opschorting zal vastgesteld worden overeenkomstig artikel 6.

CHAPITRE 2

Principe de la suspension de la procédure des élections sociales

Ce chapitre fixe le principe de la suspension et les modalités de la reprise de la procédure électorale.

Art. 5

Cet article pose en principe la décision de la suspension collective de la procédure des élections sociales en cours, suspension nécessaire pour, comme décrit ci-dessus, endiguer les conséquences néfastes, sur cette procédure électorale, des mesures prises contre la pandémie du coronavirus COVID-19. Cette suspension implique que les opérations électorales en cours sont arrêtées à partir d'un moment bien déterminé de la procédure. Pour ne pas mettre en péril la phase cruciale de la première présentation des candidatures, qui était en cours au moment de l'instauration des règles contre la pandémie du coronavirus COVID-19, et afin de laisser cette phase se poursuivre sereinement, il est proposé de faire débuter cette suspension à partir du jour suivant cette phase dite "X + 35", c'est-à-dire au jour X +36. Cette date découle, pour chaque entreprise, de son calendrier électoral individuel qui devait obligatoirement être repris dans l'avis qui, au jour dit "X", annonçait la date des élections. Cet avis devait être communiqué dans l'entreprise, par voie d'affichage en version "papier" ou digitale, ainsi qu'aux organisations syndicales et au SPF Emploi via un courrier postal ou via l'application web.

Art. 6

Cet article concerne la détermination de la fin de la période de suspension. Vu qu'actuellement, il n'y a aucune certitude quant à la durée de la pandémie du coronavirus COVID-19 et du maintien de ses conséquences, la fin de cette période de suspension ne peut encore être fixée à ce jour. La détermination de la fin de la suspension est, dès lors, confiée au Roi, sur avis des partenaires sociaux au sein du Conseil national du Travail, qui se réuniront à cet effet en temps opportun. Le Roi fixera la date à partir de laquelle la procédure électorale devra être reprise dans toutes les entreprises concernées, et cette reprise aura effectivement lieu à partir du moment dit "X + 36". Il Lui appartiendra également de fixer les modalités de cette reprise ainsi qu'une nouvelle période de deux semaines au cours desquelles auront lieu les élections sociales et qui dérogera à la période initialement prévue du 11 au 24 mai 2020. Lors

HOOFDSTUK 2

Principe van opschorting van de procedure sociale verkiezingen

Dit hoofdstuk legt het principe van opschorting en de modaliteiten van herneming van de verkiezingsprocedure vast.

Art. 5

Dit artikel poneert de beslissing van collectieve opschorting van de lopende sociale verkiezingsprocedure, noodzakelijk om de nefaste gevolgen van de maatregelen tegen de coronavirus COVID-19 pandemie op deze verkiezingsprocedure, zoals hoger omschreven, in te dijken. Deze opschorting betekent dat de lopende verkiezingshandelingen worden stilgelegd vanaf een welbepaald ogenblik binnen de procedure. Teneinde de cruciale fase van eerste voordracht van de kandidaturen, die aan de gang was op het ogenblik van de invoering van de maatregelen tegen de coronavirus COVID-19 pandemie, niet in gevaar te brengen en deze fase verder sereen te laten verlopen, wordt voorgesteld om de opschorting te laten aanvangen op de dag na het einde van deze zgn. fase X+35, zijnde op dag X+36. Deze datum vloeit voor elke onderneming voort uit haar individuele kieskalender die verplicht diende te worden opgenomen in het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigde op de zgn. dag "X". Dit bericht diende in de onderneming te worden gecommuniceerd via papieren of digitale aanplakking, en aan de vakorganisaties en de FOD Werk via een verzending per post of via de webapplicatie.

Art. 6

Dit artikel heeft betrekking op de bepaling van het einde van de opschortingsperiode. Aangezien het op dit ogenblik onduidelijk is hoe lang de coronavirus COVID-19 pandemie en de gevolgen ervan zullen aanhouden, kan het einde van de periode van opschorting heden nog niet worden vastgelegd. De bepaling van het einde van de opschorting wordt dan ook overgelaten aan de Koning, op advies van de sociale partners binnen de Nationale Arbeidsraad, die hiervoor ten gepasten tijde zullen samenkomen. De Koning zal de datum bepalen vanaf wanneer de verkiezingsprocedure in alle betrokken ondernemingen dient te worden hernomen, en wel vanaf het zgn. ogenblik X+36. Hij dient ook de modaliteiten van deze herneming te bepalen en een nieuwe periode van twee weken sociale verkiezingen te bepalen die afwijkt van de oorspronkelijk bepaalde periode van 11 tot en met 24 mei 2020. Er zal bij het uitvaardigen

de l'adoption de cette règle, il sera tenu compte du fait que les entreprises doivent disposer du temps nécessaire pour élaborer un nouveau calendrier électoral à partir du jour X + 36, en fonction de la nouvelle période électorale fixée.

Dans leur avis, les partenaires sociaux au sein du Conseil national du Travail suggèrent que les élections sociales reportées pourraient avoir lieu du 16 au 29 novembre 2020 inclus. Cette suggestion vaut cependant sous la stricte réserve de l'évolution encore inconnue de la pandémie du coronavirus COVID-19 et des mesures imposées pour l'endiguer.

Sous réserve de la nécessité d'une règle alternative en raison de circonstances encore inconnues, le principe serait que le nouveau jour des élections au cours du nouveau calendrier électoral, soit, pour chaque entreprise, automatiquement et sans plus ample concertation à ce sujet, un "reflet" du (des) jour(s) des élections fixé(s) initialement. L'exemple suivant permet d'illustrer ce principe: si, dans une entreprise, le jour des élections initialement prévu tombait le deuxième mercredi au cours de la période électorale globale fixée sur la base de l'article 9 de la loi précitée du 4 décembre 2007, le nouveau jour des élections après la période de suspension tombera également le deuxième mercredi de la période électorale globale déterminée par le Roi, sur la base de l'arrêté qui est encore à prendre. L'application de cet automatisme permet d'éviter qu'au sein de l'entreprise, des discussions surviennent à nouveau à propos de la détermination du jour des élections. Pour éviter que cet automatisme n'entraine des conséquences indésirables ou, dans l'hypothèse de procédures qui se déroulent en dehors des délais, il est proposé de donner la possibilité aux organes de concertation de déroger, par accord, à ce principe.

Ce principe impliquerait également que l'horaire des élections déterminé au jour X reste également acquis. A ce sujet également, il est proposé de donner aux organes de concertation la possibilité d'y déroger par accord si cela s'avérait nécessaire. Cependant, si l'on ne parvient pas à un accord, l'horaire initialement prévu vaut d'office.

Suite à la fixation d'un nouveau jour des élections, jour "Y", un nouveau calendrier électoral devra être élaboré dans les entreprises, lequel commencera au nouveau jour X+36 et découlera de ce nouveau jour des élections (c'est-à-dire Y–54).

Le(s) nouveau(x) jour(s) Y, le cas échéant le nouvel horaire et le calendrier électoral adapté devront être communiqués par l'organe de concertation ou par l'employeur.

van deze regeling rekening mee gehouden worden dat de ondernemingen de nodige tijd krijgen om een nieuwe kieskalender vanaf dag X+36 uit te werken, op basis van de nieuw bepaalde verkiezingsperiode.

In hun advies suggereren de sociale partners binnen de Nationale Arbeidsraad dat de uitgestelde verkiezingsperiode zou kunnen vallen van 16 tot en met 29 november 2020. Deze suggestie geldt uiteraard onder strikt voorbehoud van de nog ongekende evolutie van de coronavirus COVID-19 pandemie en de maatregelen opgelegd om deze in te dijken.

Behoudens noodzaak aan een alternatieve regeling ingevolge nog ongekende omstandigheden, zou het principe eruit bestaan dat de nieuwe verkiezingsdag (of dagen) binnen de nieuwe kieskalender voor elke onderneming automatisch en zonder verder overleg hierover, een afspiegeling is (of zijn) van de oorspronkelijk vastgestelde verkiezingsdag(en). Volgend voorbeeld kan dit principe illustreren: indien de oorspronkelijk vastgelegde verkiezingsdag binnen een onderneming viel op de tweede woensdag binnen de globale kiesperiode vastgesteld op basis van artikel 9 van voornoemde wet van 4 december 2007, zal haar nieuwe verkiezingsdag na de opschorting eveneens vallen op de tweede woensdag binnen de globale kiesperiode vastgesteld door de Koning op basis van het nog te nemen besluit. Door de toepassing van dit automatisme, kan worden vermeden dat er zich binnen de onderneming opnieuw discussies voordoen over de nieuw te bepalen verkiezingsdag. Om te vermijden dat dit automatisme leidt tot ongewenste gevolgen, of, in geval van procedures die buiten termijn worden gehouden, wordt voorgesteld om aan de overlegorganen de mogelijkheid toe te staan om in akkoord af te wijken van dit principe.

Dit principe zou ook inhouden dat de op dag X vastgestelde uurregeling van de verkiezingen verworven blijft. Ook hier wordt voorgesteld om aan de overlegorganen de mogelijkheid toe te staan om in akkoord af te wijken indien dit noodzakelijk zou blijken. Indien men hier echter niet tot een akkoord komt, blijft de oorspronkelijke uurregeling van rechtswege gelden.

Ingevolge de bepaling van een nieuwe verkiezingsdag "Y", zal er binnen de onderneming een nieuwe kieskalender moeten worden uitgewerkt die aanvangt op de nieuwe dag X+36, die voortvloeit uit deze verkiezingsdag (met name Y-54).

De nieuwe dag(en) Y, desgevallend de nieuwe uurregeling, en de aangepaste kieskalender zullen moeten worden gecommuniceerd door het overlegorgaan of door de werkgever.

Initialement, les élections devaient avoir lieu du 11 au 24 mai 2020, en vertu de l'article 9 de la loi du 4 décembre 2007. Suite à la décision prise de suspendre la procédure électorale, une nouvelle période d'élections doit être fixée. La période prévue par cet article 9 n'est donc plus valable.

CHAPITRE 3

Conséquences de la suspension sur les procédures électorales en cours

Ce chapitre règle les conséquences juridiques de la suspension temporaire de la procédure électorale. Pour éviter les conséquences perverses de cette suspension, il est nécessaire de prévoir des dérogations à la réglementation actuelle relative aux organes de participation et aux élections sociales, telle que visée à l'article 3.

Art. 7

Cet article détermine dans quelle mesure les opérations électorales en cours doivent encore être poursuivies avant la période de suspension.

La loi du 4 décembre 2007 précitée prévoit l'obligation de suivre une procédure électorale stricte au cours de laquelle, phase après phase, certaines opérations doivent être effectuées, à commencer par la première annonce au jour X–60, et comprenant comme étape importante l'affichage de l'avis annonçant la date des élections au jour X.

Comme expliqué ci-dessus, les partenaires sociaux ont choisi de faire débuter la période de suspension au jour X+36. Cela implique que les phases précédant ce jour doivent être totalement terminées et, notamment que chaque entreprise doit poursuivre la procédure en cours jusqu'au jour X+35 inclus. Ce jour est fixé dans chaque calendrier électoral individuel qui a été communiqué au jour X.

La phase X+35 est la phase de la première introduction des listes de candidats. Pour les entreprises qui ont mené leur procédure durant le calendrier fixé légalement, cette phase correspond à une période allant du 17 au 30 mars 2020 inclus. Conformément à l'article 33 de la loi précitée du 4 décembre 2007, les organisations représentatives des travailleurs et des cadres, et le cas échéant les cadres eux-mêmes, peuvent introduire les listes de candidats jusqu'au jour X+35 inclus. Dans le cadre de la procédure électorale en cours pour 2020, cette introduction des listes se déroulent principalement de manière digitale via l'application web du SPF Emploi.

Initieel werd de verkiezingsperiode bij artikel 9 van de wet van 4 december 2007 vastgelegd van 11 tot en met 24 mei 2020. Ingevolge het principe van opschorting, zal er een nieuwe verkiezingsperiode worden bepaald. De bij dit artikel 9 bepaalde periode is dan ook niet meer geldig.

HOOFDSTUK 3

Gevolgen van de opschorting op de lopende verkiezingsprocedures

Dit hoofdstuk regelt de juridische gevolgen van de tijdelijke opschorting van de verkiezingsprocedure. Om de perverse gevolgen van deze opschorting in te dijken, wordt waar nodig voorzien in afwijkingen op de heersende regelgeving inzake inspraakorganen en sociale verkiezingen, als bedoeld in artikel 3.

Art. 7

Dit artikel bepaalt in hoeverre de lopende verkiezingshandelingen nog dienen te worden verdergezet, in de aanloop naar de periode van opschorting.

De voornoemde wet van 4 december 2007 voorziet in het verplicht volgen van een strikte verkiezingsprocedure, waarbij er fase na fase bepaalde handelingen worden verricht, te beginnen bij de eerste aankondiging op de zgn. dag X-60, en met als belangrijke mijlpaal de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt op dag X.

Zoals hoger uiteengezet, werd er door de sociale partners voor geopteerd om de opschorting te laten ingaan op dag X+36. Dit betekent dat de voorafgaande fasen volledig dienen te worden afgewerkt, en met name, dat elke onderneming zijn lopende verkiezingsprocedure dient verder te zetten tot en met dag X+35. Deze dag werd bepaald in haar individuele kieskalender die werd gecommuniceerd op dag X.

De fase X+35 betreft de fase van de eerste indiening van kandidatenlijsten. Voor ondernemingen die hun procedure voeren binnen de wettelijk vastgelegde kalender, valt deze fase in een periode die loopt van 17 tot en met 30 maart 2020. Overeenkomstig artikel 33 van de voornoemde wet van 4 december 2007 kunnen de representatieve organisaties van werknemers en kaderleden, en desgevallend de kaderleden zelf, kandidatenlijsten indienen tot en met dag X+35. In het kader van de lopende verkiezingsprocedure 2020 verloopt deze indiening veelal digitaal via de webapplicatie van de FOD Werk. De kaderleden kunnen hun zgn. huislijsten

Les cadres peuvent introduire leurs listes “maison” uniquement via la remise à l’employeur ou via un envoi postal. Dans ce cadre, il convient de rappeler que lors d’un envoi postal des listes de candidats, la date d’envoi, et non la date de réception, vaut comme date d’introduction dans l’entreprise. En d’autres termes, de telles listes de candidats envoyées dans les délais tombent également dans la phase X+35 finalisée, bien qu’elles parviennent dans l’entreprise après X+35.

La disposition selon laquelle toutes les phases précédant le jour X+36 doivent être finalisées, vaut également pour les entreprises qui ont commencé leur procédure électorale en retard ou pour lesquelles la procédure électorale a pris du retard suite à des recours devant les juridictions du travail ou à une suspension. La phase X+35 se termine, pour ces entreprises, après la dernière date fixée légalement qui est le 30 mars 2020.

Art. 8

Cet article vise à garantir la sécurité juridique concernant les phases et les opérations électorales qui ont déjà eu lieu préalablement à la suspension. Cet article prévoit donc également que toutes les informations et décisions qui découlent des phases précédant X+36 sont définitivement acquises.

Vu la possibilité que, dans des litiges concernant des éléments relatifs aux phases précédant X+36, la décision de justice intervienne après le jour X+35, il est prévu que ces décisions de justice éventuellement tardives sont également acquises.

Art. 9

Cet article précise le prescrit de l’article 8 en ce sens que tous les accords qui ont été conclus au niveau de l’entreprise préalablement au jour X+36 sont définitivement acquis. Sont notamment visés les accords relatifs au vote par correspondance qui devaient être conclus au plus tard à X+56 (article 57 de la loi précitée du 4 décembre 2007). Il s’avère, cependant, à présent, que les parties ont conclu certains accords pour réduire les conséquences de la pandémie du coronavirus COVID-19 sur la procédure électorale et plus spécifiquement en prévoyant des formes alternatives de vote afin que le jour des élections initialement prévu puisse encore se dérouler dans les meilleures conditions.

Si les conséquences de la pandémie du coronavirus COVID-19 n’existent plus après la suspension de la procédure électorale (par exemple, les travailleurs ne sont plus massivement absents dans l’entreprise), il est possible

enkel indienen via overhandiging aan de werkgever of via verzending met de post. In dit kader moet eraan worden herinnerd dat bij verzending van de kandidatenlijsten de datum van verzending geldt als indieningsdatum en niet de datum van ontvangst binnen de onderneming. Dergelijke tijdig verzonden kandidatenlijsten vallen met andere woorden ook nog binnen de gefinaliseerde fase X+35, niettegenstaande deze na X+35 kunnen toekomen.

Het voorschrift volgens hetwelk alle fasen voorafgaand aan dag X+36 dienen te worden gefinaliseerd, geldt ook voor ondernemingen die hun verkiezingsprocedure te laat opstartten, of waarin de verkiezingsprocedure vertraging opliep ingevolge beroepen voor de arbeidsgerechten of ingevolge schorsing. De fase X+35 eindigt voor deze ondernemingen na de wettelijk bepaalde uiterste datum van 30 maart 2020.

Art. 8

Dit artikel wil rechtszekerheid verschaffen omtrent de verkiezingsfasen en de reeds uitgevoerde verkiezingshandelingen die plaatsvonden voorafgaand aan de opschorting. Het bepaalt dan ook dat alle inlichtingen en beslissingen die voortvloeien uit de fasen voorafgaand X+36 definitief verworven zijn.

Aangezien het mogelijk is dat in geschillen die betrekking hebben op elementen binnen de fasen voorafgaand aan dag X+36, de rechterlijke uitspraak pas tussenkomt na dag X+35, wordt bepaald dat ook deze eventueel laattijdige rechterlijke beslissingen verworven zijn.

Art. 9

Dit artikel specifieert het voorschrift van artikel 8 in die zin dat alle akkoorden die op ondernemingsvlak werden gesloten voorafgaand aan dag X+36 tevens definitief verworven zijn. Gedoeld wordt onder meer op de akkoorden inzake stemming per brief die uiterlijk tegen dag X+56 dienen te worden afgesloten (artikel 57 van voornoemde wet van 4 december 2007). Nu is het echter zo dat partijen bepaalde akkoorden sloten teneinde de gevolgen van de coronavirus COVID-19-pandemie op de lopende verkiezingsprocedure in te dijken en, meer specifiek, te voorzien in alternatieve vormen van stemming teneinde de geplande verkiezingsdag alsnog in de beste omstandigheden te laten doorgaan.

Voor zover de gevolgen van de coronavirus COVID-19 pandemie na de periode van opschorting van de verkiezingsprocedure echter niet meer voorhanden zullen zijn (bv. de werknemers zullen niet meer massaal

que les accords déjà conclus, ou certaines dispositions de ces accords, deviennent moins pertinents ou même sans objet, pour autant qu'ils étaient explicitement liés à la pandémie du coronavirus COVID-19. Dans ce cas, ces accords ou mentions perdent automatiquement leur valeur, à moins que les parties n'en conviennent autrement. Il convient de souligner que les accords sur le vote par correspondance peuvent être conclus jusqu'à X+56 au plus tard et que les parties restent, dès lors, libres de convenir d'apporter, après la période de suspension et au plus tard à X+56, des adaptations aux accords conclus antérieurement. Le prescrit de cet article implique cependant qu'aucune modification unilatérale ne peut plus être apportée aux accords acquis, à l'exception de ceux qui sont explicitement liés à la pandémie du coronavirus COVID-19 qui perdent d'office leur valeur, sauf accord contraire.

Conformément à l'article 44 de la loi précitée du 4 décembre 2007, les organisations présentant des candidats peuvent désigner des témoins jusqu'au jour X+70 inclus. En pratique, les désignations des témoins sont souvent communiquées plus tôt à l'employeur, notamment en même temps que les listes de candidats et, dès lors, au moment de la première introduction de listes de candidats, au jour X+35. Par conséquent, les témoins qui ont été présentés avant la date de suspension restent valablement désignés. Cela ne porte pas atteinte au droit des organisations concernées de présenter encore des témoins, à partir de la reprise, jusqu'au jour X+70 découlant du nouveau calendrier électoral.

Art. 10

La règle prévue à l'article 8 selon laquelle les renseignements et les décisions qui découlent des phases précédant X+36 sont définitivement acquis signifie notamment que les mentions obligatoires contenues dans l'avis X déjà affiché sont également définitives, le cas échéant rectifiées suite à des réclamations ou recours introduits dans les délais (cf. articles 14, 30, 31, 31*bis* et 32 de la loi du 4 décembre 2007 précitée). Ainsi, la liste des cadres est fixée définitivement, ainsi que le nombre et la répartition des mandats. De même, les listes des électeurs ne pourront plus être adaptées, sous réserve de l'hypothèse de la radiation de certains électeurs qui peut survenir au jour X+77 au plus tard en vertu de l'article 46 de la loi précitée du 4 décembre 2007.

L'avis du jour X contient cependant, comme mention obligatoire, la date et l'horaire des élections, et le calendrier électoral. Afin que la procédure électorale puisse être reprise en toute clarté à la date de fin de

afwezig zijn in de onderneming), is het mogelijk dat de reeds gemaakte akkoorden of bepaalde vermeldingen ervan minder relevant of zelfs zonder voorwerp worden, voor zover zij expliciet werden gelinkt aan de coronavirus COVID-19 pandemie. In dat geval verliezen deze akkoorden of vermeldingen niettemin van rechtswege hun gelding, tenzij partijen anders overeenkomen. Merk in dit kader op dat de akkoorden over stemming per brief kunnen worden gesloten tot uiterlijk X+56, en dat het partijen dus sowieso vrijstaat om in onderling akkoord aanpassingen aan te brengen aan hun eerder gesloten akkoorden na de periode van opschorting en uiterlijk tegen dag X+56. Het voorschrift van dit artikel houdt echter in dat er geen eenzijdige wijzigingen meer kunnen worden aangebracht in de verworven akkoorden, met uitzondering van de akkoorden die expliciet gelinkt zijn aan de coronavirus COVID-19 pandemie die dus van rechtswege hun gelding verliezen tenzij andersluidend akkoord.

Overeenkomstig artikel 44 van voornoemde wet van 4 december 2007 kunnen de voordragende organisaties getuigen aanduiden tot en met dag X+70. In de praktijk wordt de aanwijzing van de getuigen vaak reeds vroeger meegedeeld aan de werkgever, met name samen met de kandidatenlijsten en dus op het ogenblik van de eerste indiening van de kandidatenlijsten op dag X+35. De getuigen die aldus voor de opschortingsdatum werden voorgedragen, blijven gelden. Dit doet geen afbreuk aan het recht van de betrokken organisaties om in de periode vanaf de herneming van de verkiezingsprocedure alsnog getuigen voor te dragen tot uiterlijk X+70, voortvloeiend uit de nieuwe kieskalender.

Art. 10

Het voorschrift bepaald in artikel 8, volgens hetwelk de inlichtingen en de beslissingen die voortvloeien uit de fasen voorafgaand aan X+36 definitief verworven zijn, betekent onder meer dat de verplichte vermeldingen in het reeds aangeplakte bericht X definitief verworven zijn, desgevallend rechtgezet na klacht of beroep binnen termijn (cfr artikelen 14, 30, 31, 31*bis* en 32 van voornoemde wet van 4 december 2007). Zo zal de lijst met kaderleden definitief vastliggen, net als het aantal en de verdeling van de mandaten. Zo ook zullen de kiezerslijsten niet meer kunnen worden aangepast, behoudens het geval van schrapping van bepaalde kiezers uiterlijk op dag X+77 krachtens artikel 46 van voornoemde wet van 4 december 2007.

Het bericht van dag X omvat echter ook als verplichte vermelding de datum en de uurregeling van de verkiezingen, en de kieskalender. Teneinde op de door de Koning nader te bepalen datum van einde van

la suspension qui doit encore être déterminée par le Roi, la date des élections et le calendrier électoral, et si nécessaire l'horaire des élections, mentionnés dans l'avis X d'origine devront être rectifiés conformément aux modalités qui sont encore à déterminer par le Roi. Pour cette raison, cet article prévoit que ces informations spécifiques ne sont pas acquises, en dérogation au prescrit de l'article 8.

Art. 11

Cet article précise la signification de la suspension de la procédure électorale à partir du jour X+36. La suspension implique que, sans préjudice des règles relatives à la protection contre le licenciement telles que déterminées ci-dessous au Chapitre 4, la procédure électorale est gelée à partir du jour X+36 jusqu'à une date fixée ultérieurement par le Roi. Cela signifie que toutes les opérations électorales prescrites par la loi précitée du 4 décembre 2007 qui doivent être exécutées à partir du jour X+36, sont reportées à plus tard. Par conséquent, provisoirement, il ne peut plus être procédé à l'exécution de ces opérations: la procédure électorale est réellement à l'arrêt. Si de telles opérations étaient néanmoins effectuées pendant la période de suspension, il est proposé que celles-ci soient considérées comme inexistantes. Ces opérations sont nulles. Il s'agit d'un principe très important, en vue de garantir la sécurité juridique et un déroulement clairement serein de la procédure après la période de suspension.

En application du principe du "gel" mentionné ci-dessus, les entreprises ne peuvent, par exemple, provisoirement pas procéder, au jour X+40, à l'affichage des listes de candidats introduites dans les délais. *A fortiori*, aucune réclamation ou recours ne peut être encore introduit contre les listes de candidats déposées. La phase du premier affichage des listes de candidats, de contestation et de remplacements de candidats est reportée à plus tard, dans le calendrier électoral adapté conformément au nouveau jour des élections à fixer ultérieurement.

Art. 12

Comme expliqué ci-dessus, les listes électorales sont fixées au jour X, et après une éventuelle correction suite à une réclamation ou un recours, sont définitivement acquises, sous réserve de la possibilité de radier certains électeurs au plus tard au jour X+77. L'article 46 de la loi précitée du 4 décembre 2007 prévoit, en effet, dans ce cadre, que l'organe existant, par décision unanime, ou à défaut l'employeur en accord avec tous les membres

opschorting, de verkiezingsprocedure in alle duidelijkheid te kunnen hernemen, zullen de verkiezingsdatum en de kieskalender, en indien nodig de uurregeling van de verkiezingen, vermeld in het oorspronkelijke bericht X noodzakelijkerwijs dienen te worden rechtgezet overeenkomstig de nog door de Koning te bepalen modaliteiten. Om die reden voorziet dit artikel dat deze specifieke inlichtingen niet verworven zijn, in afwijking van het voorschrift van artikel 8.

Art. 11

Dit artikel verduidelijkt de betekenis van de opschorting van de verkiezingsprocedure vanaf dag X+36. De opschorting heeft tot gevolg dat, behoudens voor de regels met betrekking tot de ontslagbescherming zoals verder bepaald bij Hoofdstuk 4, de verkiezingsprocedure wordt bevroren vanaf dag X+36 tot een nader door de Koning bepaalde datum. Dit betekent dat alle verkiezingshandelingen voorgeschreven door voornoemde wet van 4 december 2007 die dienen te worden uitgevoerd vanaf dag X+36, worden uitgesteld naar een later tijdstip. Er kan dus voorlopig niet worden overgegaan tot de uitvoering van deze handelingen: de verkiezingsprocedure ligt daadwerkelijk stil. Indien men tijdens de periode van opschorting niettemin zou overgaan tot dergelijke handelingen, wordt voorgesteld dat deze als onbestaande moeten worden beschouwd. Deze handelingen zijn nietig. Dit is een zeer belangrijk principe, met het oog op rechtszekerheid en op een duidelijke serene voortgang van de procedure na de periode van opschorting.

In toepassing van hogergenoemd principe van bevriezing, kunnen de ondernemingen bijvoorbeeld voorlopig niet overgaan tot de aanplakking van de tijdig ingediende kandidatenlijsten, op dag X+40. Evenmin, en *a fortiori*, kunnen er nog geen klachten of beroepen worden aangetekend tegen deze ingediende kandidatenlijsten. De fase van eerste aanplakking van de kandidatenlijsten en van betwisting en vervangingen van kandidaten wordt uitgesteld naar een later tijdstip, binnen de aangepaste kieskalender ingevolge de nieuwe nader te bepalen verkiezingsdag.

Art. 12

Zoals hoger toegelicht, zijn de kiezerslijsten zoals bepaald op dag X, en na eventuele rechtzetting ingevolge klacht of beroep, definitief verworven, behoudens de mogelijkheid van schrapping van bepaalde kiezers uiterlijk op dag X+77. Artikel 46 van voornoemde wet van 4 december 2007 voorziet in dit kader dat het bestaande orgaan bij unanieme beslissing, of bij ontstentenis, de werkgever met het akkoord van alle leden van

de la délégation syndicale, peut radier des listes électorales les travailleurs qui ne font plus partie du personnel au moment où la décision est prise. Cet article prévoit également la possibilité de radier, sous les mêmes conditions, les intérimaires qui ont été repris sur les listes électorales et qui ne satisfont pas aux conditions d'électorat.

Dans le cadre des conditions d'électorat prévues pour les intérimaires, l'article 16 de cette même loi exige que l'intérimaire atteigne auprès de l'entreprise utilisatrice une double "ancienneté", durant deux périodes de référence, dont l'une se terminait au jour X et l'autre se situe entre le jour X et le jour X+77. Durant cette seconde période de référence, l'intérimaire doit atteindre une ancienneté complémentaire de 26 jours de travail. Si cette deuxième ancienneté n'est finalement pas atteinte, l'intérimaire ne satisfait pas aux conditions d'électorat et peut alors être radié des listes, moyennant le respect des conditions légales précitées.

Pour éviter les effets pervers de la suspension de la procédure électorale, cet article prévoit que l'ancienneté que l'intérimaire aurait acquise pendant cette période de suspension n'entre pas en considération pour la détermination de la deuxième condition d'ancienneté. En d'autres mots, son ancienneté commence à courir à nouveau, après la suspension, au jour de la reprise, X+36.

Art. 13

Comme expliqué ci-dessus, toutes les opérations électorales qui se situent à partir du jour X+36 doivent être reportées: il ne peut plus y être procédé, sous peine de nullité.

Pour répondre à la préoccupation d'employeurs inquiets en cette période d'incertitude dominée par la pandémie du coronavirus COVID-19, une exception est prévue à ce principe pour ce qui concerne les opérations électorales qui concernent l'arrêt complet de la procédure.

En vertu de l'article 78, § 1er, de la loi précitée du 4 décembre 2007, la procédure électorale peut être stoppée au plus tôt au jour X+36, dès qu'il est constaté qu'aucune liste de candidats n'est déposée pour aucune catégorie. Dans ce cas, l'employeur constate l'arrêt total par un formulaire type établi par la loi qu'il communique dans l'entreprise par un affichage "papier" ou digital et qu'il transmet au SPF Emploi et aux organisations syndicales par un envoi postal ou par voie digitale via l'application web.

de vakbondsafvaardiging, de werknemers die op dat ogenblik geen deel meer uitmaken van het personeel kan schrappen van de kiezerslijsten. Dit artikel voorziet eveneens onder dezelfde voorwaarden in de mogelijkheid van schrapping van de uitzendkrachten die werden hernomen op de kiezerslijsten maar die niet voldoen aan de kiesvoorwaarden.

In het kader van de kiesvoorwaarden voor uitzendkrachten vereist artikel 16 van dezelfde wet dat de uitzendkracht bij de gebruikende onderneming een dubbele "anciënniteit" behaalt gedurende twee referteperiodes, waarvan de ene een einde nam op dag X, en de andere zich situeert tussen dag X en dag X+77. Gedurende deze tweede referteperiode dient de uitzendkracht een bijkomende anciënniteit te behalen van 26 arbeidsdagen. Indien deze tweede anciënniteit uiteindelijk niet wordt behaald, voldoet de betrokken uitzendkracht niet aan de kiesvoorwaarden en kan hij worden geschrapt mits naleving van de genoemde wettelijke voorwaarden.

Om de perverse gevolgen van de opschorting van de verkiezingsperiode in te dijken, bepaalt dit artikel dat de anciënniteit die de uitzendkracht desgevallend behaalde tijdens deze periode van opschorting niet mee in aanmerking komt voor de beoordeling van de tweede anciënniteitsvoorwaarde. Met andere woorden, zijn anciënniteit begint na de opschorting in dit kader pas terug te lopen op de hernomen dag X+36.

Art. 13

Zoals hoger werd toegelicht dienen alle verkiezingshandelingen die zich situeren vanaf dag X+36 te worden uitgesteld: er kan hiertoe nog niet worden overgegaan op straffe van nietigheid.

Om tegemoet te komen aan de vraag van ongeruste werkgevers in onzekere tijden beheerst door de coronavirus COVID-19 pandemie, wordt op dit principe een uitzondering voorzien voor de verkiezingshandelingen die betrekking hebben op de volledige stopzetting van de procedure.

Overeenkomstig artikel 78, § 1, van voornoemde wet van 4 december 2007, kan de kiesprocedure ten vroegste op dag X+36 worden stopgezet van zodra vaststaat dat er voor geen enkele categorie een kandidatenlijst werd ingediend. In dat geval stelt de werkgever de volledige stopzetting vast overeenkomstig het modelformulier voorzien bij wet, hij communiceert dit binnen de onderneming via papieren of digitale aanplakking, en bezorgt dit aan de FOD Werk en de vakorganisaties via verzending met de post of digitaal via de webapplicatie.

Cet article prévoit que, malgré la suspension et le principe de report prévu à l'article 11, l'employeur peut tout de même procéder aux formalités précitées relatives à l'arrêt total de la procédure.

Dans ce cadre, il convient de rappeler qu'en cas d'envoi des listes de candidats par la poste, la date d'envoi, et non la date de réception dans l'entreprise, vaut comme date d'introduction. L'employeur doit donc aussi veiller à ne pas conclure prématurément à un arrêt total de la procédure.

Cet article rappelle néanmoins que les opérations électorales qui découlent de cette formalité, et plus précisément les recours devant les juridictions du travail contre cette décision d'arrêt tels que prévus par l'article 78*bis* de la loi du 4 décembre 2007 précitée se dérouleront en tenant compte des délais qui découlent du nouveau calendrier électoral. En d'autres termes, les recours contre cet arrêt total peuvent encore être valablement introduits après la période de suspension.

Art. 14

Conformément à la législation relative aux organes de participation, les organes de concertation existants arrêtent de fonctionner à la date d'installation des nouveaux organes de concertation élus. Sauf en cas de recours, cette première réunion des nouveaux organes a lieu au plus tard trente jours après l'expiration du délai de recours qui peut être introduit contre le résultat des élections (article 81 de la loi du 4 décembre 2007 précitée). Cette réunion tombe donc souvent au plus tard au jour Y+45. Puisque les nouveaux organes ne seront pas élus au cours de la période initialement prévue du 11 au 24 mai 2020, mais seulement à une date qui sera fixée ultérieurement, il est important de préciser que les organes existants actuellement continuent de fonctionner jusqu'à la date de la réunion d'installation des nouveaux organes élus dans le cadre des élections reportées. En vue d'un déroulement sans encombre des élections sociales d'une part et en vue du maintien d'une bonne concertation sociale au niveau de l'entreprise d'autre part, il est important de garantir que les organes de concertation continuent de fonctionner malgré la suspension.

Cet article prévoit également explicitement que les mandats des membres des organes de concertation existants sont prolongés dans la même mesure et que ces membres continuent à bénéficier de la protection contre le licenciement, telle que prévue par la loi du 19 mars 1991 précitée, également pendant, notamment,

Dit artikel bepaalt dat de werkgever niettegenstaande de opschorting en het principe van uitstel bepaald bij artikel 11, toch mag overgaan tot de genoemde formaliteiten aangaande de volledige stopzetting van de procedure.

Merk in dit kader bij herhaling op dat bij verzending van de kandidatenlijsten via de post, de datum van verzending geldt als indieningsdatum en niet de datum van ontvangst binnen de onderneming. De werkgever dient er zich dan ook voor te behoeden om voortijdig tot volledige stopzetting te besluiten.

Dit artikel herinnert er niettemin aan dat de procedurehandelingen volgend op deze formaliteiten, en meer bepaald de beroepen bij de arbeidsgerechten tegen de beslissing tot stopzetting als bepaald bij artikel 78*bis* van voornoemde wet van 4 december 2007, verder gewoon zullen verlopen rekening houdend met de termijnen die voortvloeien uit de nieuwe kieskalender. Met andere woorden, de beroepen tegen deze volledige stopzetting kunnen nog geldig worden ingediend na de periode van opschorting.

Art. 14

Overeenkomstig de wetgeving omtrent de inspraakorganen houden de bestaande overlegorganen op met functioneren op de datum van installatie van het nieuw verkozen overlegorgaan. Behoudens beroepen, vindt deze eerste vergadering van de nieuwe organen in principe plaats uiterlijk dertig dagen na het verstrijken van de termijn om beroep in te stellen tegen het resultaat van de verkiezingen (artikel 81 van de voornoemde wet van 4 december 2007). Veelal valt deze vergadering dus ten laatste op dag Y+45. Nu de nieuwe organen niet zullen worden verkozen binnen de oorspronkelijk geplande verkiezingsperiode van 11 tot en met 24 mei 2020, doch slechts op een nader te bepalen datum in de toekomst, is het belangrijk te expliciteren dat de nu bestaande overlegorganen blijven functioneren tot de datum van installatievergadering van de nieuw verkozen organen ingevolge de uitgestelde verkiezingen. Met het oog op een vlot verder verloop van de sociale verkiezingen enerzijds, en, met het oog op het behoud van een goed sociaal overleg op ondernemingsvlak tout court anderzijds, is het belangrijk dat de werking van de overlegorganen gegarandeerd blijft niettegenstaande de opschorting.

Dit artikel bepaalt ook expliciet dat de mandaten van de leden van de bestaande overlegorganen overeenkomstig worden verlengd en dat zij verder genieten van de bijzondere ontslagbescherming als voorzien bij de voornoemde wet van 19 maart 1991, onder meer ook tijdens de periode van opschorting, en tot de installatiedatum

la période de suspension, et jusqu'à la date d'installation du nouvel organe élu suite aux élections reportées (ou même encore six mois de plus si l'organe n'est plus institué) conformément aux dispositions prévues au Chapitre 4 et sous réserve des dispositions dérogatoires contenues dans ce chapitre.

Art. 15

Les conditions d'éligibilité auxquelles doivent satisfaire les candidats aux élections sociales sont déterminées par l'article 19 de la loi précitée du 20 septembre 1948 et de l'article 59, § 1er, de la loi précitée du 4 août 1996. Ces lois précisent que ces conditions d'éligibilité doivent être remplies à la date des élections. En vue de garantir la sécurité juridique et d'éviter des litiges relatifs aux listes de candidats introduites, le présent article prévoit que le respect des conditions d'éligibilité est vérifié en fonction du jour des élections initialement prévu et tel que repris dans l'avis déjà affiché au jour X. On peut se référer à l'exemple suivant, à titre d'illustration: selon la loi, un candidat doit appartenir à la catégorie pour laquelle il est présenté. La catégorie des jeunes comprend les travailleurs qui n'ont pas atteint l'âge de 25 ans au jour des élections. Cette catégorie et la liste électorale reprenant les travailleurs de cette catégorie sont déterminées au jour X. Une personne qui n'aura pas 25 ans au jour des élections initialement prévu a été reprise dans la catégorie des jeunes. Suite au prescrit de cet article, cette personne peut valablement être reprise sur la liste des candidats pour les jeunes, quand bien même elle atteindra l'âge de 25 ans avant la nouvelle date des élections.

Ce principe selon lequel le respect des conditions d'éligibilité est apprécié en fonction du jour des élections initialement prévu, vaut également pour les candidats qui, par la suite, au cours de la procédure reprise, seront présentés en remplacement des candidats présentés à l'origine.

CHAPITRE 4

Conséquences de la suspension sur la protection particulière contre le licenciement des délégués du personnel et des candidats-délégués du personnel

Afin qu'ils puissent se présenter comme candidats en toute liberté et qu'ils puissent accomplir leurs tâches en toute indépendance, sans aucune pression de l'employeur,

van het nieuw verkozen orgaan ingevolge de uitgestelde verkiezingen (of zelfs nog 6 maanden langer indien er geen orgaan meer wordt ingesteld) overeenkomstig en onder voorbehoud van de afwijkende bepalingen van Hoofdstuk 4.

Art. 15

De verkiesbaarheidsvoorwaarden waaraan kandidaten voor de sociale verkiezingen dienen te voldoen, worden bepaald bij artikel 19 van voornoemde wet van 20 september 1948 en artikel 59, § 1, van voornoemde wet van 4 augustus 1996. Deze wetten bepalen dat deze voorwaarden van verkiesbaarheid moeten vervuld zijn op de datum van de verkiezingen. Met het oog op rechtszekerheid, en teneinde disputen aangaande de ingediende kandidatenlijsten te vermijden, bepaalt huidig artikel dat het feit of een kandidaat voldoet aan de voorwaarden van verkiesbaarheid dient te worden beoordeeld ten opzichte van de oorspronkelijk geplande verkiezingsdag, zoals hernomen in het reeds aangeplakte bericht X. Ter illustratie kan worden gewezen op volgend voorbeeld: volgens de wet dient een kandidaat deel uit te maken van de categorie waarvoor hij wordt voorgedragen. De categorie jeugdigen omvat de werknemers die op de dag van de verkiezing de leeftijd van 25 jaar niet hebben bereikt. Deze categorie en de kiezerslijst die de werknemers van deze categorie herneemt, werden op dag X bepaald. Een persoon die op de oorspronkelijk geplande verkiezingsdag geen 25 jaar was, werd hernomen binnen de categorie jeugdigen. Ingevolge de bepaling van dit artikel kan deze persoon geldig hernomen worden op de kandidatenlijst jeugdigen, niettegenstaande hij voorafgaand aan de nieuwe verkiezingsdatum de leeftijd van 25 jaar zal bereiken.

Dit principe volgens hetwelk het voldoen aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden wordt beoordeeld ten opzichte van de oorspronkelijk geplande verkiezingsdag, geldt ook voor de kandidaten die later tijdens de hernomen procedure zullen worden voorgedragen ter vervanging van oorspronkelijk voorgedragen kandidaten.

HOOFDSTUK 4

Gevolgen van de opschorting op de bijzondere ontslagbescherming van de personeelsafgevaardigden en de kandidaat-personeelsafgevaardigden

Teneinde in alle vrijheid te kunnen kandideren en zich in alle onafhankelijkheid te kunnen kwijten van hun taken zonder druk vanwege de werkgever, genieten kandidaten

les candidats et les membres élus au sein des conseils d'entreprise et des comités bénéficient d'une protection particulière contre le licenciement, telle que prévue par la loi précitée du 19 mars 1991.

Cette loi pose le principe d'une interdiction de licencier les travailleurs qui sont (candidats) représentants du personnel. Il n'existe que deux exceptions à ce principe: un (candidat)représentant du personnel ne peut être licencié que pour des raisons d'ordre économique ou technique préalablement reconnues par la commission paritaire ou pour un motif grave préalablement reconnu par les juridictions du travail.

En vertu de l'article 2, § 2, de la loi précitée du 19 mars 1991, cette protection particulière contre le licenciement vaut pour une période qui court du trentième jour précédant l'affichage de l'avis fixant la date des élections jusqu'à la date d'installation des candidats élus lors des élections suivantes. Cette dernière date concerne la date de réunion d'installation du nouvel organe élu. Cette date est déterminée selon les règles explicitées à l'article 81 de la loi précitée du 4 décembre 2007. Si aucun recours contre les élections n'est introduit, cette date se situe au plus tard dans les trente jours après l'expiration du délai de recours qui est de 13 jours après l'affichage du résultat des élections.

Concrètement, la période de protection contre le licenciement débute au jour X–30 au cours de la procédure des élections sociales. Etant donné que la présentation officielle a lieu seulement au jour X+35, conformément à l'article 33 de la loi du 4 décembre 2007 précitée, il est question, à partir de X–30, d'une période pendant laquelle l'employeur ne sait pas officiellement lesquels de ses travailleurs bénéficient d'une protection contre le licenciement. On parle traditionnellement d'une période de "protection occulte".

Tout licenciement d'un (candidat)représentant du personnel intervenant en dehors de ces deux circonstances spécifiquement déterminées par la loi est irrégulier. Dans ce cas, conformément à l'article 16 de la loi précitée du 19 mars 1991, le travailleur protégé a droit à une indemnité fixe dont le montant correspond à la rémunération en cours pour une durée qui varie de deux à quatre ans, en fonction de son ancienneté dans l'entreprise. Les travailleurs qui sont licenciés pendant la période de protection occulte doivent d'abord demander leur réintégration pour pouvoir bénéficier de cette indemnité. Les travailleurs licenciés en dehors de cette période peuvent choisir de demander ou non leur réintégration.

voor en leden van de ondernemingsraden en de comités een bijzondere ontslagbescherming als bepaald in de voornoemde wet van 19 maart 1991.

Deze wet stelt het principe voorop van een ontslagverbod opzichtens de werknemers die (kandidaat)personeelsafgevaardigden zijn. Er bestaan slechts twee uitzonderingen op dit principe: enkel om economische of technische redenen die voorafgaand door het paritair comité werden erkend of om een dringende reden die voorafgaand door de arbeidsgerechten werd erkend kan een (kandidaat)personeelsafgevaardigde worden ontslaan.

Overeenkomstig artikel 2, § 2, van voornoemde wet van 19 maart 1991, geldt de bijzondere ontslagbescherming gedurende een periode die loopt vanaf de dertigste dag voorafgaand aan de aanplakking van het bericht dat de verkiezingsdatum vaststelt, tot de datum waarop de bij de volgende verkiezingen verkozen kandidaten worden aangesteld. Deze laatste datum betreft de installatievergadering van het nieuw verkozen orgaan. Deze datum wordt bepaald volgens de regels uiteengezet in artikel 81 van voornoemde wet van 4 december 2007. Indien er geen beroep tegen de verkiezingen werd ingesteld valt dit uiterlijk binnen dertig dagen na het verstrijken van de beroepstermijn van 13 dagen na de aanplakking van de uitslag van de stemming.

Concreet neemt de ontslagbescherming een aanvang op dag X-30 binnen de sociale verkiezingsprocedure. Aangezien de eerste officiële indiening van de kandidaturen overeenkomstig artikel 33 van voornoemde wet van 4 december 2007 pas plaatsvindt op dag X+35, is er vanaf X-30 sprake van een periode gedurende dewelke de werkgever niet officieel weet welke van zijn werknemers ontslagbescherming genieten. Men spreekt hier dan ook traditioneel van de "occulte periode".

Elk ontslag van een (kandidaat)personeelsafgevaardigde dat gebeurt buiten de twee wettelijk precies afgebakende omstandigheden is onregelmatig. In dat geval heeft een beschermde werknemer overeenkomstig artikel 16 van voornoemde wet van 19 maart 1991 recht op een vaste vergoeding ten bedrage van het lopende loon voor een duur die varieert van twee tot vier jaar, al naargelang zijn anciënniteit in de onderneming. De werknemers die tijdens de occulte periode werden ontslagen, dienen eerst hun re-integratie aan te vragen om te kunnen genieten van deze vergoeding; de werknemers ontslagen buiten deze periode, kunnen kiezen of ze een re-integratie aanvragen.

Si l'employeur n'accède pas à la demande de réintégration du travailleur irrégulièrement licencié, en vertu de l'article 17 de la loi précitée du 19 mars 1991, il est redevable, en plus de l'indemnité fixe, d'une indemnité variable équivalant à la rémunération pour la période restant à courir jusqu'à la fin du mandat des membres représentant le personnel à l'élection desquels il a été candidat.

Art. 16

Le fait que la procédure électorale est suspendue pendant une durée indéterminée a des conséquences. Les délégués du personnel dans les organes existants resteront plus longtemps en fonction, en vertu de l'article 14 de la présente proposition de loi. Les travailleurs qui se sont présentés régulièrement, mais sans succès, comme candidats pour ces organes, garderont plus longtemps la qualité de candidats non élus. D'autre part, la candidature des travailleurs dans le cadre de la procédure électorale en cours sera plus longtemps "pendante", vu le report des élections prévu par la présente proposition de loi. Vu le prolongement de cette position délicate pour tous ces travailleurs, le présent article explicite que la protection contre le licenciement prévue par la loi précitée du 19 mars 1991 reste totalement d'application, et cela également pendant la période de suspension de la procédure électorale.

Lors du calcul des indemnités de licenciement prévues par les articles 16 et 17 de la loi du 19 mars 1991, il sera tenu compte, d'une part, de la période de suspension et, d'autre part, de la nouvelle date des élections reportées telle que déterminée par le Roi en application de l'article 6 de la présente proposition de loi.

Pour les (candidats)représentants du personnel dans le cadre de la procédure électorale précédente de l'année 2016, cela implique, en principe et sous réserve des dérogations prévues ultérieurement dans la présente proposition de loi, que lors du calcul de l'indemnité variable, *"la période restant à courir jusqu'à la fin du mandat des membres représentant le personnel à l'élection desquels il a été candidat*" telle que visée à l'article 17 de la loi précitée du 19 mars 1991 est déterminée en fonction de la date d'installation des nouveaux organes élus fixée en fonction de la date des élections reportées.

Pour les candidats présentés dans le cadre de la procédure électorale actuellement en cours, cela implique que, dans l'hypothèse d'un licenciement irrégulier de candidats qui ont été régulièrement présentés avant la suspension (au plus tard au jour X+35) et dont la réintégration a été refusée par l'employeur, l'indemnité

Indien de werkgever niet ingaat op de vraag tot reintegratie, is hij de ontslagen werknemer, overeenkomstig artikel 17 van voornoemde wet van 19 maart 1991, bovenop de genoemde vaste vergoeding ook een variabele vergoeding verschuldigd gelijk aan het loon voor het nog resterende gedeelte van de periode tot het einde van het mandaat van de leden die het personeel vertegenwoordigen bij de verkiezingen waarvoor hij kandidaat is geweest.

Art. 16

Het feit dat de verkiezingsprocedure wordt opgeschort gedurende een onbepaalde tijd, heeft gevolgen. Personeelsafgevaardigden binnen de bestaande overlegorganen zullen overeenkomstig artikel 14 van dit voorstel van wet langer in functie zijn, werknemers die zich voor deze overlegorganen rechtmatig maar tevergeefs kandidaat stelden zullen langer de hoedanigheid van niet-verkozene hebben. Anderzijds zal de kandidatuur van werknemers in het kader van deze lopende verkiezingsprocedure, met het oog op de bij dit voorstel van wet uitgestelde verkiezing ook langer "hangende" zijn. Gelet op de verlenging van de delicate positie van al deze werknemers, expliciteert dit artikel dat de ontslagbescherming voorzien bij voornoemde wet van 19 maart 1991 ten volle van toepassing blijft, en dit ook gedurende de periode van opschorting van de verkiezingsprocedure.

Bij de berekening van de bijzondere ontslagvergoedingen bepaald bij artikel 16 en 17 van de wet van 19 maart 1991, zal rekening worden gehouden met de periode van opschorting enerzijds en met de nieuwe uitgestelde verkiezingsdatum als bepaald door de Koning in uitvoering van artikel 6 van dit voorstel van wet anderzijds.

Voor de (kandidaat)personeelsvertegenwoordigers in het kader van de voorbije verkiezingsprocedure van het jaar 2016, betekent dit, in principe en behoudens verdere afwijkingen in dit voorstel van wet, dat bij de berekening van de variabele vergoeding "de periode tot het einde van het mandaat van de leden die het personeel vertegenwoordigen bij de verkiezingen waarvoor hij kandidaat is geweest" als bedoeld in artikel 17 van voornoemde wet van 19 maart 1991, wordt bepaald in functie van de installatievergadering van het nieuwe orgaan verkozen ingevolge de uitgestelde verkiezingsdatum.

Voor de kandidaten in het kader van de huidig lopende verkiezingsprocedure betekent dit dat, in geval van onregelmatig ontslag van kandidaten die vóór de opschorting (uiterlijk op dag X+35) regelmatig werden voorgedragen en van weigering van re-integratie door de werkgever, de variabele vergoeding, als bedoeld in hoger

variable, telle que visée à l'article 17 précité, sera calculée sur base d'une période qui débute au jour du licenciement irrégulier et au plus tôt au jour X-30 initial jusqu'à la réunion d'installation du nouvel organe qui sera élu au cours de la procédure électorale suivante (en principe en 2024).

Cependant, étant donné que la suspension de la procédure électorale et l'application intégrale des règles relatives à la protection contre le licenciement peuvent entraîner des effets pervers pour l'employeur, sont prévues, aux articles 18 et 19, quelques dérogations, qui atténuent ces effets non désirés.

Art. 17

Comme expliqué ci-dessus, la période de protection contre le licenciement court en principe jusqu'à la date à laquelle les candidats élus lors des élections suivantes sont désignés. Il s'agit de la date de la réunion d'installation du nouvel organe élu. Il est cependant possible que, dans une entreprise, un organe ait été institué lors des élections sociales précédentes, mais que lors des élections sociales suivantes, cet organe ne soit plus élu ou installé, parce que le seuil d'occupation requis légalement n'a plus été atteint au cours de la période de référence ou parce qu'il n'y a pas assez de candidats ou d'élus. Dans ce cas, le législateur a prévu une prolongation de la période de protection des candidats élus lors des élections précédentes. En ce sens, l'article 2, § 2, alinéa 2, de la loi précitée du 19 mars 1991, prévoit que lorsque l'effectif minimum du personnel requis pour l'institution d'un conseil ou d'un comité n'est plus atteint ou lorsque de nouvelles élections ne doivent pas être organisées à défaut des candidatures nécessaires et que, dès lors, il n'y a plus lieu au renouvellement de ces organes, les candidats élus lors des élections précédentes continuent à bénéficier de la protection contre le licenciement pendant six mois, à dater du premier jour de "la période des élections fixée par le Roi".

Le présent article précise que pour les candidats non-élus et les élus qui siègent actuellement dans un organe élu suite aux précédentes élections sociales de 2016, mais dans une entreprise dans laquelle cet organe ne sera plus installé suite aux élections sociales de 2020, la prolongation de la période de protection ne sera pas calculée par rapport à la période initialement fixée par loi pour les élections 2020 (concrètement: le 11 mai 2020, date à retrouver dans l'article 9 de la loi du 4 décembre 2007 précitée) mais bien à partir du premier

genoemd artikel 17, zal worden berekend op basis van een periode die loopt vanaf de dag van het onregelmatig ontslag en ten vroegste vanaf de oorspronkelijke dag X-30 tot aan de installatievergadering van het nieuwe orgaan dat zal worden verkozen tijdens de volgende verkiezingsprocedure (in principe 2024).

Aangezien de opschorting van de verkiezingsprocedure en de verdere onverkorte toepassing van de regels inzake ontslagbescherming voor de werkgever evenwel bepaalde perverse gevolgen kan hebben, wordt bij de artikelen 18 en 19 niettemin voorzien in enkele afwijkingen die de ongewilde effecten nuanceren.

Art. 17

Zoals hoger uiteengezet, loopt de bijzondere ontslagbeschermingsperiode in principe tot de datum waarop de bij de volgende verkiezingen verkozen kandidaten worden aangesteld, dit is de datum van de installatievergadering van het nieuw verkozen orgaan. Nu is het echter mogelijk dat er in een onderneming ingevolge de vorige sociale verkiezingen een orgaan werd ingesteld, maar dat bij de volgende sociale verkiezingen dit orgaan niet meer wordt verkozen of ingesteld, omdat de wettelijk vereiste tewerkstellingsdrempel niet meer werd behaald gedurende de referteperiode, of bij gebreke aan voldoende kandidaten of verkozenen. In dat geval heeft de wetgever voorzien in een verlenging van de periode van bescherming van de bij de vorige verkiezing verkozen kandidaten. Artikel 2, § 2, tweede lid, van voornoemde wet van 19 maart 1991 bepaalt in die zin dat wanneer de minimumpersoneelsbezetting voorzien voor de oprichting van een raad of een comité niet meer is bereikt of wanneer er geen nieuwe verkiezingen moeten georganiseerd worden bij ontstentenis van de vereiste kandidaturen, en er bijgevolg geen aanleiding is tot hernieuwing van deze organen, de bij de vorige verkiezingen verkozen kandidaten verder de ontslagbescherming genieten gedurende zes maanden te rekenen vanaf de eerste dag van "de door de Koning vastgestelde periode der verkiezingen".

Huidig artikel verduidelijkt dat voor de niet-verkozenen en verkozenen die thans zetelen in een orgaan verkozen ingevolge de vorige sociale verkiezingen 2016, maar in wiens onderneming dit orgaan niet meer zal worden geïnstalleerd ingevolge de sociale verkiezingen 2020, de verlenging van de beschermingsperiode niet zal worden berekend ten opzichte van de oorspronkelijk wettelijk bepaalde periode van de verkiezingen 2020 (*in concreto*: 11 mei 2020, zoals terug te vinden in artikel 9 van voornoemde wet van 4 december 2007), maar wel vanaf de

jour de la nouvelle période électorale à fixer par le Roi en exécution de l'article 6 de cette proposition de loi.

Art. 18

En vertu du principe libellé à l'article 16, la protection particulière contre le licenciement reste intégralement d'application, également pendant la période de suspension de la période électorale. Comme indiqué ci-dessus, cette protection implique notamment que l'employeur est confronté à une période dite de protection occulte au cours de laquelle il ne sait pas officiellement lesquels de ses travailleurs bénéficient d'une protection contre le licenciement.

Puisqu'il est convenu que la période électorale n'est suspendue qu'après la finalisation de la phase X+35, l'employeur a, pendant la période de suspension, en tout cas une certitude quant aux candidats qui ont été présentés sur les listes initiales. Ces candidats bénéficient de la protection contre le licenciement depuis X–30. S'ils sont néanmoins licenciés, ils doivent demander leur réintégration.

Cependant, dans la suite de la procédure électorale, de nouveaux candidats peuvent encore se présenter à deux moments: les articles 37 à 39 de la loi précitée du 4 décembre 2007 prévoient la possibilité de remplacer, aux jours X+54 et X+76, les candidats qui se trouvaient sur la liste initiale, suite à une réclamation au retrait de la candidature ou dans des circonstances particulières, telles que le décès, le licenciement ou le changement de catégorie de travailleurs.

Vu que la procédure électorale est suspendue à partir du jour X+36 jusqu'à une date à déterminer ultérieurement, ces phases de remplacement des candidats aux jours X+54 et X+76 seront également reportées. Si le maintien de la protection particulière contre le licenciement restait intégralement d'application, l'employeur serait confronté, en ce qui concerne d'éventuels candidats remplaçants, à "une période de protection occulte prolongée" qui, pour les travailleurs concernés, courrait à partir du jour X–30 jusqu'au jour où ils seraient présentés de manière formelle comme candidats remplaçants, après la période de suspension.

Pour éviter cet effet pervers, cet article prévoit, par dérogation au principe instauré par l'article 16 et par dérogation à l'article 2, § 3, de la loi précitée du 19 mars 1991, que pour les travailleurs qui seront présentés comme candidats remplaçants, à partir du nouveau jour X+36, dans les hypothèses prévues légalement, la période de protection contre le licenciement court à

eerste dag van de nieuwe door de Koning te bepalen verkiezingsperiode in uitvoering van artikel 6 van dit voorstel van wet.

Art. 18

Overeenkomstig het principe geponeerd in artikel 16, blijft de bijzondere ontslagbescherming ten volle van toepassing, ook tijdens de periode van opschorting van de verkiezingsperiode. Zoals hoger aangehaald, houdt deze bescherming o.m. in dat de werkgever wordt geconfronteerd met een zgn. occulte periode gedurende de welke hij niet officieel weet welke van zijn werknemers ontslagbescherming genieten.

Nu werd overeengekomen dat de verkiezingsprocedure pas wordt opgeschort na de finalisatie van fase X+35, heeft de werkgever gedurende de opschortingsperiode alleszins zekerheid over de kandidaten die op de initiële lijsten werden voorgedragen. Deze kandidaten genieten ontslagbescherming sinds X-30. Indien zij niettemin werden ontslagen, dienen zijn hun re-integratie aan te vragen.

In de verdere verkiezingsprocedure kunnen er echter nog op twee momenten nieuwe kandidaten opduiken: de artikelen 37 tot 39 van voornoemde wet van 4 december 2007 voorzien, op dag X+54 en dag X+76, in de mogelijkheid van vervanging van kandidaten die op de oorspronkelijke lijst stonden, na klacht, intrekking of in geval van bijzondere omstandigheden zoals overlijden, ontslag, wijziging van werknemerscategorie.

Aangezien de verkiezingsprocedure vanaf dag X+36 wordt opgeschort voor een nader te bepalen periode, zullen deze fasen van vervanging van kandidaten op dag X+54 en X+76 ook worden uitgesteld. Indien het doorlopen van de bijzondere ontslagbescherming onverkort zou worden toegepast, zou de werkgever, wat betreft deze eventuele vervangende kandidaten, geconfronteerd worden met een "verlengde occulte periode", die voor betrokkenen zou lopen vanaf dag X-30 tot op de dag dat ze formeel worden voorgedragen als vervangende kandidaat na de periode van opschorting.

Om dit perverse gevolg in te dijken, bepaalt dit artikel, in afwijking van het principe geponeerd bij artikel 16 en in afwijking van artikel 2, § 3, van voornoemde wet van 19 maart 1991, dat, voor de werknemers die vanaf de nieuwe dag X+36 in de wettelijk voorziene gevallen zullen worden voorgedragen als vervangende kandidaat, de periode van ontslagbescherming loopt van dag X-30 (die

partir du jour X-30 (qui découle du calendrier électoral affiché initialement) jusqu'au jour de la suspension de la procédure électorale, que cette période de protection ne court pas pendant la période de suspension, et qu'elle reprend à nouveau plus tard.

Plus précisément, après la période de suspension, la période de protection contre le licenciement débute à nouveau à partir du trente-sixième jour qui précède la date de la reprise de la procédure électorale après cette suspension, ou donc à partir du trente-sixième jour qui précède le nouveau jour X+36 dans le nouveau calendrier électoral qui sera fixé, dans chaque entreprise, après la période de suspension. Concrètement, cela signifie qu'à partir de la suspension jusqu'au nouveau jour X fictif qui découlera de la date du jour X+36 de reprise, l'employeur pourra licencier, sans faire application des règles particulières concernant la protection contre le licenciement, les travailleurs qui ne sont pas connus comme candidats dans le cadre de la phase clôturée X+35 (ni comme (candidats)représentants du personnel au sein des organes existants).

Art 19

§ 1er. Ce paragraphe précise le prescrit de l'article 16 en ce qui concerne la protection particulière contre le licenciement, pour les non-élus ainsi que pour les membres qui siègent dans les organes de participation existants, suite aux élections sociales de l'année 2016, et qui ne se présentent plus comme candidats dans le cadre de la procédure électorale actuelle. Etant donné que les organes de participation continuent à fonctionner, conformément à l'article 14, jusqu'à la date de la réunion d'installation des nouveaux organes élus lors des élections reportées, il est impératif de prolonger la période de protection contre le licenciement dont bénéficient ces personnes, pour une durée équivalente.

§ 2. Ce paragraphe prévoit une dérogation au principe de l'article 16 et de l'article 19, § 1er, et concerne uniquement les non-élus ainsi que les membres qui siègent dans les organes de participation existants suite aux élections sociales de l'année 2016, qui, dans le cadre de la procédure électorale actuelle, ne se présentent plus comme candidats, et qui, en outre, ont été licenciés irrégulièrement avant la date qui a été décidée comme date de suspension collective de la procédure électorale, par les partenaires sociaux au sein du Groupe des Dix, c'est-à-dire le 17 mars 2020.

Si la protection particulière contre le licenciement devait être appliquée intégralement à ces travailleurs, cela impliquerait que l'indemnité variable particulière de licenciement à laquelle ceux-ci auraient droit en cas de

voortvloeit uit de initieel aangeplakte kieskalender) tot de dag van de opschorting van de verkiezingsprocedure, en dat deze beschermingsperiode vervolgens niet doorloopt tijdens de periode van opschorting, doch dat zij pas later weer een aanvang neemt.

Meer bepaald neemt de periode van ontslagbescherming na de opschorting pas weer een aanvang vanaf de zesendertigste dag die voorafgaat aan de datum van herneming van de kiesprocedure na deze opschorting, of dus vanaf de zesendertigste dag die voorafgaat aan de nieuw bepaalde dag X+36 binnen de nieuwe kieskalender die na de periode van opschorting zal worden opgesteld binnen elke onderneming. Concreet betekent dit dat de werkgever vanaf de opschorting tot de fictieve nieuwe dag X die zal voortvloeien uit de datum van de hernomen dag X+36, werknemers die niet gekend zijn als kandidaat ingevolge de afgesloten fase X+35 (noch als (kandidaat)personeelsafgevaardigde binnen de bestaande overlegorganen) kan ontslaan zonder toepassing van de bijzondere regels inzake ontslagbescherming.

Art. 19

§ 1. Deze paragraaf specifieert het voorschrift van artikel 16 inzake bijzondere ontslagbescherming met betrekking tot niet-verkozenen en leden die zetelen in de bestaande inspraakorganen ingevolge de sociale verkiezingen van het jaar 2016, die zich in het kader van de huidige sociale verkiezingsprocedure niet opnieuw kandidaat stellen. Waar de overlegorganen overeenkomstig artikel 14 verder blijven functioneren tot de datum van installatievergadering van de nieuw verkozen organen ingevolge de uitgestelde verkiezingen, dient aan deze personen ook een bijhorende verlengde ontslagbescherming te worden toegekend gedurende dezelfde periode.

§ 2. Deze paragraaf voorziet een afwijking op het principe van artikel 16 en op artikel 19, § 1, en heeft enkel betrekking op niet-verkozenen en leden die zetelen in de bestaande inspraakorganen ingevolge de sociale verkiezingen van het jaar 2016, die zich in het kader van de huidige sociale verkiezingsprocedure niet opnieuw kandidaat stellen, en die bovendien onregelmatig ontslagen werden vóór de datum waarop door de sociale partners binnen de Groep van Tien werd beslist tot een collectieve opschorting van de verkiezingsprocedure, meer bepaald 17 maart 2020.

Indien de bijzondere ontslagbescherming onverkort zou worden toegepast op deze welbepaalde werknemers, zou dit betekenen dat de variabele bijzondere ontslagvergoeding waarop zij in geval van weigering

refus de réintégration, serait calculée sur une période qui continuerait à se dérouler pendant la période de suspension de la procédure électorale et qui se terminerait à une date déterminée en fonction de la réunion d'installation du nouvel organe élu à l'occasion des élections reportées (cf. article 17 de la loi du 19 mars 1991 "*la période restant à courir jusqu'à la fin du mandat des membres représentant le personnel à l'élection desquels il a été candidat").* Pour éviter cette conséquence déraisonnable pour les employeurs qui ont procédé à un licenciement *in tempore non suspecto,* pour le calcul de l'indemnité variable, il est proposé que le moment de la fin du mandat soit déterminé sur la base de la date des élections fixée initialement (devenue fictive depuis lors) dans l'avis déjà affiché au jour X dans l'entreprise concernée. Une date fictive d'installation du nouvel organe sera fixée en fonction de la date des élections initialement prévue et se situera au plus tard 45 jours après cette date.

§ 3. Ce paragraphe reprend le principe de l'article 16 et de l'article 19, § 1er, et concerne uniquement les non-élus ainsi que les membres qui siègent dans les organes de participation existants suite aux élections sociales de l'année 2016, qui, dans le cadre de la procédure électorale actuelle, ne se présentent plus comme candidats, et qui, en outre, ont été licenciés irrégulièrement à partir de la date qui a été décidée comme date de suspension collective de la procédure électorale, par les partenaires sociaux au sein du Groupe des Dix, c'est-à-dire le 17 mars 2020. Pour faire une distinction claire avec les cas visés au § 2 de l'article 19, il est à nouveau confirmé que l'indemnité de licenciement variable à laquelle auraient droit les personnes visées dans ce troisième paragraphe dans l'hypothèse d'un refus de réintégration sera calculée sur une période qui continue à courir pendant la période de suspension de la procédure électorale et se termine à une date déterminée en fonction de la réunion d'installation du nouvel organe élu à l'occasion des élections reportées.

CHAPITRE 5

Dispositions finales

Art. 20

Cet article concerne l'entrée en vigueur de la présente proposition de loi.

La présente proposition de loi contient des mesures qui sont nécessaires pour endiguer immédiatement les conséquences néfastes, sur la procédure électorale

van re-integratie recht zouden hebben, zou berekend worden op een periode die doorloopt gedurende de periode van opschorting van de verkiezingsprocedure en eindigt op een datum bepaald in functie van de installatievergadering van het nieuwe orgaan verkozen ingevolge de uitgestelde verkiezingen (cfr artikel 17 van de wet van 19 maart 1991 "de periode tot het einde van het mandaat van de leden die het personeel vertegenwoordigen bij de verkiezingen waarvoor hij kandidaat is geweest"). Om dit onredelijke gevolg voor werkgevers die overgingen tot ontslag in tempore non suspecto in te dijken, wordt voorgesteld om voor de berekening van de bedoelde variabele vergoeding het ogenblik van het einde van het mandaat, te beoordelen aan de hand van de (intussen fictief geworden) oorspronkelijk vastgelegde verkiezingsdatum bepaald in het reeds aangeplakte bericht X van de betrokken onderneming. Op basis van deze oorspronkelijk vastgelegde verkiezingsdatum zal een fictieve installatiedatum van het nieuwe orgaan worden bepaald die zich uiterlijk 45 dagen later situeert.

§ 3. Deze paragraaf herneemt het principe bepaald bij artikel 16 en artikel 19, § 1, en heeft enkel betrekking op niet-verkozenen en leden die zetelen in de bestaande inspraakorganen ingevolge de sociale verkiezingen van het jaar 2016, die zich in het kader van de huidige sociale verkiezingsprocedure niet opnieuw kandidaat stellen, en die onregelmatig ontslagen werden vanaf de datum waarop door de sociale partners binnen de Groep van Tien werd beslist tot een collectieve opschorting van de verkiezingsprocedure, meer bepaald 17 maart 2020. Om een duidelijk onderscheid te maken met de gevallen bedoeld in § 2 van artikel 19, wordt nogmaals bevestigd dat de variabele ontslagvergoeding waarop de personen bedoeld in deze derde paragraaf recht zouden hebben in geval van weigering van re-integratie, wordt berekend op een periode die doorloopt gedurende de periode van opschorting van de verkiezingsprocedure en eindigt op een datum bepaald in functie van de installatievergadering van het nieuwe orgaan verkozen ingevolge de uitgestelde verkiezingen.

HOOFDSTUK 5

Slotbepalingen

Art. 20

Dit artikel betreft de inwerkingtreding van dit voorstel van wet.

Onderhavig voorstel van wet omvat maatregelen die nodig zijn om de nefaste gevolgen van de maatregelen genomen tegen de coronavirus COVID-19 pandemie

en cours, des mesures prises contre la pandémie du coronavirus COVID-19.

Le mécanisme instauré à cet effet, qui a été accepté par tous les partenaires sociaux lors de la décision du Groupe des Dix le 17 mars 2020 et unanimement au sein du Conseil national du Travail, et qui est développé dans cette proposition de loi, consiste en une suspension collective de la procédure électorale en cours. Comme expliqué ci-dessus, les élections sociales se déroulent selon un calendrier électoral très strict, propre à chaque entreprise individuelle. La poursuite de cette procédure devait être immédiatement stoppée, au moment de la fin d'une phase, pour toutes les entreprises concernées, de la même manière. Il est dès lors proposé de faire débuter la suspension après la finalisation de la phase qui concerne la première présentation des candidatures, plus précisément le jour X+35. Vu que le premier jour X+35 possible au cours de la période électorale initialement fixée par l'article 9 de la loi du 4 décembre 2007 tombait le 17 mars, il est absolument nécessaire que la réglementation de cette suspension prévue par cette proposition de loi rétroagisse jusqu'à cette date inclue. C'est de cette manière uniquement que, d'une part, la sécurité juridique sur leur procédure électorale sera assurée pour toutes les entreprises concernées, et que, d'autre part, il sera question d'une réglementation générale, unique, qui vaut pour toutes les entreprises sans exception.

op de lopende sociale verkiezingsprocedure onverwijld in te dijken.

Het mechanisme om hieraan tegemoet te komen, dat door alle sociale partners bij verklaring van de Groep van Tien op 17 maart 2020 en in de Nationale Arbeidsraad unaniem werd aanvaard en in dit voorstel van wet wordt ontwikkeld, bestaat in een collectieve opschorting van de lopende verkiezingsprocedure. Zoals hoger toegelicht, lopen de sociale verkiezingen volgens een zeer strikte kieskalender eigen aan elke individuele onderneming. Het verderlopen van deze procedure diende onverwijld te worden gestopt, op het ogenblik van een afgewerkte fase, voor alle betrokken ondernemingen op dezelfde wijze. Er wordt dan ook voorgesteld de opschorting te laten ingaan na finalisatie van de fase die betrekking heeft op de eerste voordracht van de kandidaturen, meer bepaald na dag X+35. Aangezien de eerst mogelijke dag X+35 binnen de oorspronkelijke kiesperiode vastgesteld bij artikel 9 van de wet van 4 december 2007 viel op 17 maart 2020, is het absoluut noodzakelijk dat de regeling van opschorting voorzien bij dit voorstel van wet terugwerkt in de tijd tot en met deze datum. Alleen op die wijze zullen de betrokken ondernemingen rechtszekerheid hebben over hun verkiezingsprocedure enerzijds, en kan er sprake zijn van één algemene unieke regeling die voor alle ondernemingen zonder uitzondering geldt anderzijds.

Nawal FARIH (CD&V)
Nahima LANJRI (CD&V)
Valerie VAN PEEL (N-VA)

PROPOSITION DE LOI

CHAPITRE 1ER

Dispositions générales et champ d'application

Article 1er

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Pour l'application de cette loi, on entend par:

1. La loi du 20 septembre 1948: la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, modifiée par la loi du 4 avril 2019;

2. La loi du 19 mars 1991: la loi du 19 mars 1991 portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats délégués du personnel;

3. La loi du 4 août 1996: la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, modifiée par la loi du 4 avril 2019;

3. La loi du 4 décembre 2007: la loi du 4 décembre 2007 relative aux élections sociales, modifiée par la loi du 4 avril 2019.

Art. 3

Sous réserve des dispositions et des dérogations prévues par la présente loi, les dispositions de la loi du 4 décembre 2007, de la loi du 20 septembre 1948, de la loi du 4 août 1996 et de la loi du 19 mars 1991 restent intégralement en vigueur.

Art. 4

La présente loi est uniquement d'application à la procédure des élections sociales de l'année 2020, qui est menée sur la base de l'article 9, lu en combinaison avec l'article 70, 1°, 3°, 4° et 5°, de la loi du 4 décembre 2007.

WETSVOORSTEL

HOOFDSTUK 1

Algemene bepalingen en toepassingsgebied

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Voor de toepassing van deze wet moet worden verstaan onder:

1. De wet van 20 september 1948: de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, gewijzigd bij de wet van 4 april 2019;

2. De wet van 19 maart 1991: de wet van 19 maart 1991 houdende bijzondere ontslagregeling voor de personeelsafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen alsmede voor de kandidaat-personeelsafgevaardigden;

3. De wet van 4 augustus 1996: de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, gewijzigd bij de wet van 4 april 2019;

4. De wet van 4 december 2007: de wet van 4 december 2007 betreffende de sociale verkiezingen, gewijzigd bij de wet van 4 april 2019.

Art. 3

Behoudens de bepalingen en afwijkingen voorzien bij deze wet, blijven de bepalingen van de wet van 4 december 2007, de wet van 20 september 1948, de wet van 4 augustus 1996 en de wet van 19 maart 1991 onverkort gelden.

Art. 4

Deze wet is enkel van toepassing op de procedure sociale verkiezingen van het jaar 2020, die gevoerd wordt op basis van artikel 9 juncto artikel 70, 1°, 3°, 4° en 5°, van de wet van 4 december 2007.

CHAPITRE 2

Principe de la suspension de la procédure des élections sociales

Art. 5

La procédure des élections sociales est suspendue à partir du trente-sixième jour après l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, tel que visé à l'article 14 de la loi du 4 décembre 2007. Cette date du début de la suspension est fixée sur la base du calendrier électoral affiché visé par l'article 14, alinéa 1er, 7°, de la loi du 4 décembre 2007, mentionné dans le modèle obligatoire visé par ce même article 14, quatrième alinéa.

Art. 6

La procédure des élections sociales est suspendue jusqu'à une date à déterminer ultérieurement. Cette date est fixée par le Roi, sur avis du Conseil national du Travail. Le Roi fixe également la nouvelle date des élections en dérogation à l'article 9 de la loi du 4 décembre 2007, et les modalités de reprise de la procédure, notamment l'adaptation du calendrier électoral déjà affiché, visé par l'article 14, premier alinéa, 7°, de cette même loi.

CHAPITRE 3

Conséquences de la suspension sur les procédures électorales en cours

Art. 7

Toutes les opérations qui, en vertu de la loi du 4 décembre 2007, sont menées jusqu'au trente-cinquième jour après l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, tel que visé à l'article 14 de cette même loi, sont finalisées.

Art. 8

Sans préjudice des dispositions de l'article 10, toutes les informations et décisions qui découlent des opérations visées à l'article 7 restent acquises, en ce compris les décisions judiciaires qui concernent ces informations, décisions, et opérations.

HOOFDSTUK 2

Principe van opschorting van de procedure sociale verkiezingen

Art. 5

De sociale verkiezingsprocedure wordt opgeschort vanaf de zesendertigste dag na de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt als bedoeld in artikel 14 van de wet van 4 december 2007. Deze dag van aanvang van opschorting wordt bepaald op basis van de aangeplakte kieskalender bedoeld bij artikel 14, eerste lid, 7°, van de wet van 4 december 2007, vermeld in het verplichte modelformulier bedoeld bij ditzelfde artikel 14, vierde lid.

Art. 6

De sociale verkiezingsprocedure wordt opgeschort tot op een nader te bepalen datum. Deze datum wordt bepaald door de Koning, op advies van de Nationale Arbeidsraad. De Koning bepaalt eveneens de nieuwe datum van de verkiezingen in afwijking van artikel 9 van de wet van 4 december 2007, en de modaliteiten van herneming van de procedure, waaronder de aanpassing van de reeds aangeplakte kieskalender bedoeld bij artikel 14, eerste lid, 7°, van dezelfde wet.

HOOFDSTUK 3

Gevolgen van de opschorting op de lopende verkiezingsprocedures

Art. 7

Alle verrichtingen die overeenkomstig de wet van 4 december 2007 worden gevoerd tot en met de vijfendertigste dag na de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt als bedoeld in artikel 14 van dezelfde wet, worden gefinaliseerd.

Art. 8

Met uitzondering van het bepaalde in artikel 10, blijven alle inlichtingen en beslissingen die voortvloeien uit de bij artikel 7 bedoelde verrichtingen verworven, met inbegrip van de rechterlijke beslissingen die betrekking hebben op deze inlichtingen, beslissingen en verrichtingen.

Art. 9

Tous les accords qui ont été conclus au niveau de l'entreprise dans les délais visés à l'article 7 sont définitivement acquis, à l'exception des accords qui sont explicitement liés aux conséquences de la pandémie du coronavirus COVID-19. Ces derniers accords perdent d'office leur valeur, à moins que les parties concernées par ces accords n'en conviennent autrement.

Art. 10

Par dérogation à l'article 8, les informations et décisions relatives à la date, et le cas échéant à l'horaire des élections, ainsi que celles relatives au calendrier électoral tel que visé à l'article 14, premier alinéa, 1° et 7°, de la loi du 4 décembre 2007, sont adaptées en fonction de la nouvelle date des élections sociales à fixer par le Roi, et conformément aux modalités déterminées à ce sujet, comme prévu à l'article 6.

Art. 11

Toutes les opérations qui, en vertu de la loi du 4 décembre 2007, sont réalisées à partir du trente-sixième jour après l'affichage de l'avis annonçant la date des élections, tel que visé à l'article 14 de la loi du 4 décembre 2007, sont suspendues jusqu'à une date à fixer par le Roi conformément à l'article 6. Toutes les opérations réalisées à partir de ce jour précité sont nulles, sans préjudice des dispositions de l'article 13.

Art. 12

Dans le cadre des conditions d'électorat des intérimaires auprès de l'entreprise utilisatrice et pour l'application de l'éventuelle radiation des listes, visée à l'article 46 de la loi du 4 décembre 2007, pour l'appréciation de la deuxième condition d'occupation prévue par l'article 16, troisième alinéa, 2), de la même loi, il n'est pas tenu compte des jours de travail au cours desquels l'intérimaire a été occupé auprès de l'entreprise utilisatrice pendant la période de suspension de la procédure électorale, dont la date de début et la date de fin sont déterminées en vertu des articles 5 en 6.

Art. 9

Alle akkoorden die op ondernemingsvlak werden gesloten binnen de bij artikel 7 bedoelde termijn zijn definitief verworven, met uitzondering van de akkoorden die zonder voorwerp zijn geworden omdat ze expliciet gelinkt werden aan de gevolgen van de coronavirus COVID-19 pandemie. Deze laatste akkoorden verliezen van rechtswege hun gelding, tenzij de partijen betrokken bij deze akkoorden anders overeenkomen.

Art. 10

In afwijking op artikel 8, worden de inlichtingen en beslissingen met betrekking tot de datum, en desgevallend de uurregeling, van de verkiezingen, en met betrekking tot de kieskalender, als bedoeld in artikel 14, eerste lid, 1° en 7°, van de wet van 4 december 2007, aangepast overeenkomstig de door de Koning te bepalen nieuwe datum van de sociale verkiezingen, en overeenkomstig de modaliteiten hiertoe vastgelegd, als bepaald bij artikel 6.

Art. 11

Alle verrichtingen die overeenkomstig de wet van 4 december 2007 worden gevoerd vanaf de zesendertigste dag na de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt als bedoeld in artikel 14 van de wet van 4 december 2007, worden opgeschort tot een nader te bepalen datum, door de Koning vastgelegd overeenkomstig artikel 6. Alle verrichtingen die vanaf genoemde dag niettemin verder worden gevoerd zijn nietig, met uitzondering van het bepaalde in artikel 13.

Art. 12

In het kader van de kiesvoorwaarden van de uitzendkrachten bij de gebruikende onderneming en voor de toepassing van de eventuele schrapping bedoeld bij artikel 46 van de wet van 4 december 2007, wordt, bij de beoordeling van de tweede tewerkstellingsvoorwaarde bepaald bij artikel 16, derde lid, 2), van dezelfde wet, geen rekening gehouden met de arbeidsdagen waarop de uitzendkracht bij de gebruikende onderneming werd tewerkgesteld in de loop van de periode van opschorting van de verkiezingsprocedure waarvan de begin- en einddatum worden bepaald overeenkomstig de artikelen 5 en 6.

Art. 13

Par dérogation à l'article 11, l'employeur peut encore valablement mettre en œuvre la décision d'arrêter complètement la procédure électorale, sur la base de l'article 78, § 1er, de la loi de 4 décembre 2007, et procéder à l'affichage et à l'envoi, par courrier postal ou par voie électronique, de l'avis d'arrêt complet conforme au modèle repris en annexe de la même loi. Les possibilités de recours contre cette décision d'arrêt complet restent cependant intégralement en vigueur après la période de suspension de la procédure électorale, telles qu'elles sont prévues à l'article 78 bis de la loi du 4 décembre 2007.

Art. 14

Les conseils d'entreprise et les comités pour la prévention et la protection au travail existants qui ont été installés ou renouvelés dans le cadre des précédentes élections sociales continuent à fonctionner jusqu'à la date d'installation des nouveaux organes constitués suite aux élections qui auront lieu à une date déterminée conformément à l'article 6. La durée des mandats des représentants du personnel dans ces organes existants est prolongée jusqu'à cette date et ces membres bénéficient également d'une protection particulière contre le licenciement au moins jusqu'à cette date, conformément au Chapitre 4.

Art. 15

Le respect des conditions d'éligibilité prévues à l'article 19 de la loi du 20 septembre 1948 et à l'article 59, § 1er, de la loi du 4 août 1996 est vérifié, pour les candidats déjà présentés avant la période de suspension et ceux encore à présenter après cette période dans le cadre de la procédure électorale en cours, sur la base de la date des élections initialement prévue dans l'avis affiché annonçant la date des élections tel que visé à l'article 14 de la loi du 4 décembre 2007.

Art. 13

In afwijking op artikel 11, kan de werkgever de beslissing om de kiesprocedure volledig stop te zetten op basis van artikel 78, § 1, van de wet van 4 december 2007 alsnog op geldige wijze doorvoeren, en overgaan tot de aanplakking en de verzending, per post of op elektronische wijze, van het bericht van volledige stopzetting op basis van het model dat als bijlage gaat bij dezelfde wet. De mogelijkheid tot beroep tegen deze beslissing tot volledige stopzetting blijft echter onverkort gelden na de periode van de opschorting van de verkiezingsprocedure op basis van artikel 78*bis* van de wet van 4 december 2007.

Art. 14

De bestaande ondernemingsraden of de bestaande comités voor preventie en bescherming op het werk die opgericht of vernieuwd werden in het kader van de vorige sociale verkiezingen, blijven verder functioneren tot de installatiedatum van de nieuwe organen samengesteld ingevolge de verkiezingen die zullen plaatsvinden op een overeenkomstig artikel 6 bepaalde datum. De duur van de mandaten van de personeelsafgevaardigden in deze bestaande overlegorganen wordt verlengd tot die datum en deze leden genieten ook minstens tot deze datum verder een bijzondere ontslagbescherming overeenkomstig Hoofdstuk 4.

Art. 15

Het voldoen aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden als bepaald bij artikel 19 van de wet van 20 september 1948 en artikel 59, § 1 van de wet van 4 augustus 1996, wordt voor de reeds voorgedragen en de na de periode van opschorting nog voor te dragen kandidaten in het kader van de lopende verkiezingsprocedure, beoordeeld op basis van de oorspronkelijk vastgelegde verkiezingsdatum bepaald in het aangeplakte bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt als bedoeld in artikel 14 van de wet van 4 december 2007.

CHAPITRE 4

Conséquences de la suspension sur la protection particulière contre le licenciement des délégués du personnel et des candidats-délégués du personnel

Art. 16

Sans préjudice des dérogations prévues dans le présent chapitre, les dispositions en rapport avec la protection particulière contre le licenciement des délégués du personnel et des candidats-délégués du personnel, prévues par la loi du 19 mars 1991 restent intégralement d'application, également pendant la période de suspension de la procédure électorale, pour les délégués du personnel au sein des organes de concertation existants, pour les candidats-délégués du personnel présentés lors des élections sociales précédentes, pour les candidats-délégués du personnel présentés dans le cadre de cette procédure électorale ainsi que pour les membres élus des nouveaux organes à instituer dans le cadre des élections reportées.

Art. 17

La prolongation de la période de protection à concurrence de six mois, telle que visée à l'article 2, § 2, deuxième alinéa, de la loi du 19 mars 1991 est calculée à partir du premier jour de la période électorale fixée par le Roi, en vertu de l'article 6.

Art. 18

Par dérogation à l'article 2, § 3, de la loi du 19 mars 1991, les candidats-délégués du personnel qui, après la période de suspension de la procédure électorale, sont présentés, sur la base des articles 37 à 39 de la loi du 4 décembre 2007, en remplacement des candidats déjà présentés, bénéficient d'une protection contre le licenciement durant une période allant du trentième jour précédant l'affichage de l'avis annonçant la date des élections jusqu'au jour précédant la date de suspension de la procédure électorale inclus, et, ensuite durant une période allant du trente-sixième jour avant le jour de la reprise de la procédure électorale déterminé dans le nouveau calendrier électoral en fonction des modalités prescrites par le Roi sur la base de l'article 6, jusqu'à la date d'installation des candidats élus lors des élections suivantes ou, pour ceux qui ont déjà été candidats et qui n'ont pas été élus à l'occasion des élections précédentes,

HOOFDSTUK 4

Gevolgen van de opschorting op de bijzondere ontslagbescherming van de personeelsafgevaardigden en de kandidaat-personeelsafgevaardigden

Art. 16

Behoudens de afwijkingen bepaald bij dit hoofdstuk, blijven de bepalingen in verband met de bijzondere ontslagbescherming voor personeelsafgevaardigden en kandidaat-personeelsafgevaardigden voorgeschreven bij de wet van 19 maart 1991, onverkort van toepassing op de personeelsafgevaardigden binnen de bestaande overlegorganen, op de kandidaat-personeelsafgevaardigden voorgedragen in het kader van de vorige sociale verkiezingen, op de kandidaat-personeelsafgevaardigden voorgedragen in het kader van deze verkiezingsprocedure en op de nieuw verkozen leden van de ingevolge de uitgestelde verkiezingen in te stellen organen, ook gedurende de periode van opschorting van de verkiezingsprocedure.

Art. 17

De verlenging van de beschermingsperiode ten belope van zes maanden, als bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid, van de wet van 19 maart 1991, wordt gerekend vanaf de eerste dag van de door de Koning overeenkomstig artikel 6 vastgestelde verkiezingsperiode.

Art. 18

In afwijking op artikel 2, § 3, van de wet van 19 maart 1991, genieten de kandidaat-personeelsafgevaardigden die na het einde van de periode van opschorting van de verkiezingsprocedure worden voorgedragen ter vervanging van reeds voorgedragen kandidaten op basis van de artikelen 37 tot 39 van de wet van 4 december 2007, de bijzondere ontslagbescherming gedurende een periode die loopt vanaf de dertigste dag voorafgaand aan de aanplakking van het bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt tot en met de vooravond van de datum van opschorting van de verkiezingsprocedure, en, vervolgens gedurende een periode die loopt vanaf de zesendertigste dag voor de dag van de herneming van de verkiezingsprocedure die wordt bepaald in de nieuwe kieskalender op basis van de modaliteiten voorgeschreven door de Koning op basis van artikel 6 tot de datum waarop de bij de volgende verkiezingen verkozen

jusque deux ans après l'affichage du résultat des élections reportées.

Art. 19

§ 1er. Pour les travailleurs qui bénéficient de la protection particulière contre le licenciement visée par la loi du 19 mars 1991, suite à leur candidature valable ou à leur élection dans le cadre des élections sociales précédentes, et qui ne se présentent plus à nouveau comme candidat dans le cadre des élections sociales actuelles, la période de protection particulière contre le licenciement est prolongée d'une durée équivalente à la prolongation de la durée des mandats prévue à l'article 14, sans préjudice des dispositions du § 2.

§ 2. Pour les travailleurs qui bénéficient de la protection particulière contre le licenciement visée par la loi du 19 mars 1991, suite à leur candidature valable ou à leur élection dans le cadre des élections sociales précédentes, et qui ne se présentent plus à nouveau comme candidat dans le cadre des élections sociales actuelles et qui ont été irrégulièrement licenciés avant le 17 mars 2020, pour le calcul de la rémunération à laquelle ils pourraient le cas échéant avoir droit, le moment de la fin du mandat, visé à l'article 17, § 1er, de la même loi, est déterminé sur la base de la date des élections fixée initialement et prévue dans l'avis affiché annonçant la date des élections, tel que visé à l'article 14 de la loi du 4 décembre 2007. Une date fictive d'installation du nouvel organe est déterminée en fonction de cette date des élections initialement prévue, et se situe au plus tard 45 jours après cette date.

§ 3. Pour les travailleurs qui bénéficient de la protection particulière contre le licenciement visée par la loi du 19 mars 1991, suite à leur candidature valable ou à leur élection dans le cadre des élections sociales précédentes, et qui ne se présentent plus à nouveau comme candidat dans le cadre des élections sociales actuelles et qui ont été ou sont irrégulièrement licenciés à partir du 17 mars 2020, pour le calcul de la rémunération à laquelle ils pourraient le cas échéant avoir droit, le moment de la fin du mandat, visé à l'article 17, § 1er, de la même loi, est déterminé en fonction de la date d'installation des nouveaux organes constitués suite aux élections qui auront lieu à la date déterminée en vertu de l'article 6.

kandidaten worden aangesteld, of, zo zij reeds kandidaat waren en niet werden verkozen bij de vorige verkiezingen, tot 2 jaar na aanplakking van de uitslag van de uitgestelde verkiezingen.

Art. 19

§ 1. Voor de werknemers die genieten van de bijzondere ontslagbescherming bedoeld bij de wet van 19 maart 1991 ingevolge hun geldige kandidatuur of verkiezing in het kader van de vorige sociale verkiezingen, en die zich niet opnieuw kandidaat stellen in het kader van de huidige sociale verkiezingen, wordt de periode van bijzondere ontslagbescherming verlengd met een periode gelijk aan de duur van de verlenging van de mandaten, overeenkomstig artikel 14, onder voorbehoud van het bepaalde in § 2.

§ 2. Voor de werknemers die genieten van de bijzondere ontslagbescherming bedoeld bij de wet van 19 maart 1991 ingevolge hun geldige kandidatuur of verkiezing in het kader van de vorige sociale verkiezingen, en die zich niet opnieuw kandidaat stellen in het kader van de huidige sociale verkiezingen, en die onregelmatig werden ontslagen voor 17 maart 2020, wordt voor de berekening van het loon, waarop zij desgevallend recht zouden hebben, het ogenblik van het einde van het mandaat, als bedoeld in artikel 17, § 1, van dezelfde wet, beoordeeld aan de hand van de oorspronkelijk vastgelegde verkiezingsdatum bepaald in het aangeplakte bericht dat de datum van de verkiezingen aankondigt als bedoeld in artikel 14 van de wet van 4 december 2007. Op basis van deze oorspronkelijk vastgelegde verkiezingsdatum wordt een fictieve installatiedatum van het nieuwe orgaan bepaald die zich uiterlijk 45 dagen later situeert.

§ 3. Voor de werknemers die genieten van de bijzondere ontslagbescherming, bedoeld bij de wet van 19 maart 1991, ingevolge hun geldige kandidatuur of verkiezing in het kader van de vorige sociale verkiezingen, en die zich niet opnieuw kandidaat stellen in het kader van de huidige sociale verkiezingen, en die onregelmatig werden of worden ontslagen vanaf 17 maart 2020, wordt voor de berekening van het loon, waarop zij desgevallend recht zouden hebben, het ogenblik van het einde van het mandaat, als bedoeld in artikel 17, § 1, van dezelfde wet, beoordeeld aan de hand van de installatiedatum van de nieuwe organen samengesteld ingevolge de verkiezingen die zullen plaatsvinden op een overeenkomstig artikel 6 bepaalde datum.

CHAPITRE 5

Dispositions finales

Art. 20

La présente loi produit ses effets le 17 mars 2020.

8 avril 2020

HOOFDSTUK 5

Slotbepalingen

Art. 20

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 17 maart 2020.

8 april 2020

Nawal FARIH (CD&V)
Nahima LANJRI (CD&V)
Valerie VAN PEEL (N-VA)

Imprimerie centrale – Centrale drukkerij